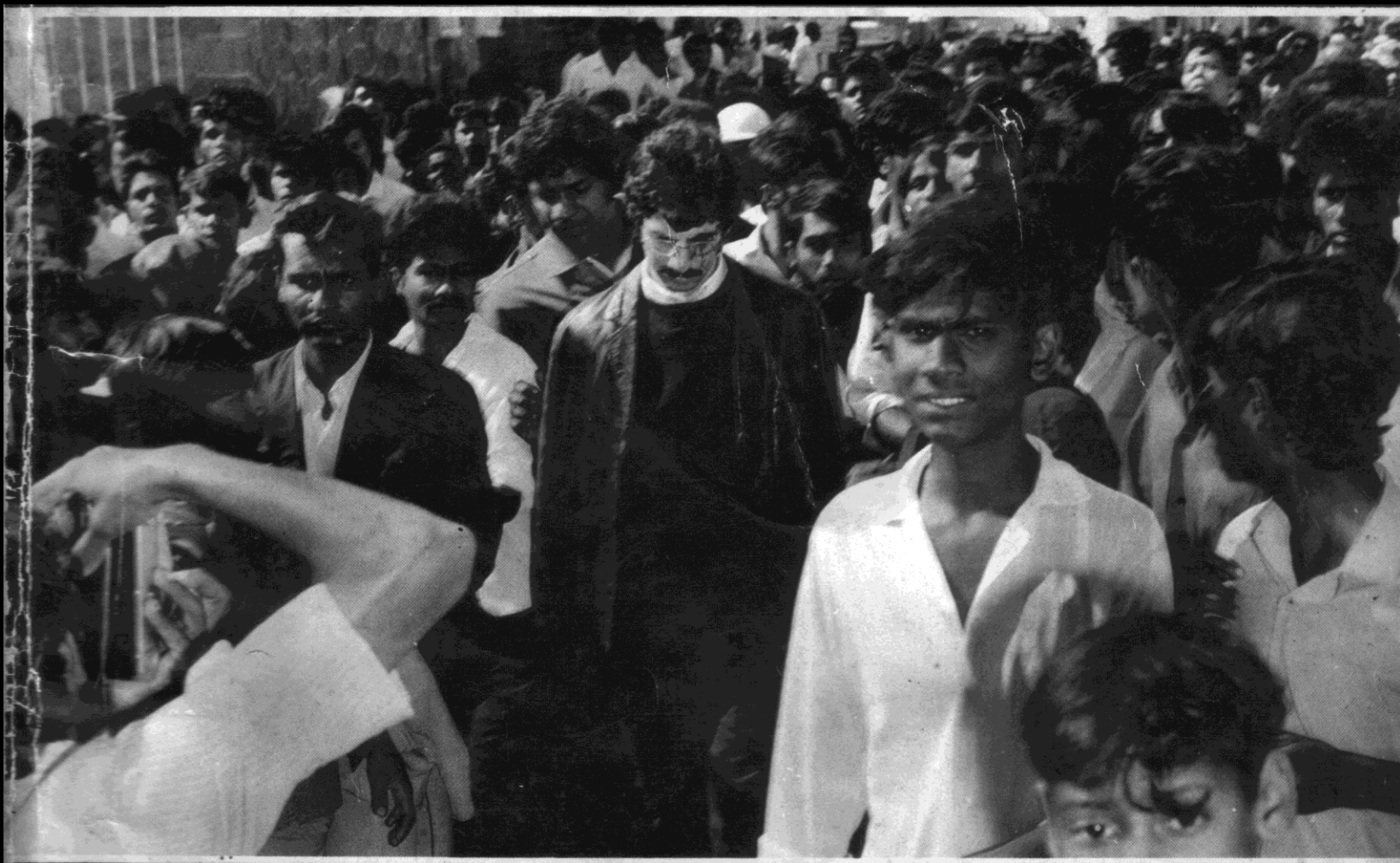


L'histoire d'un combat



MMM

1969 - 1983

*En hommage
à ces milliers
de militants
anonymes pour
qui, toujours,
la lutte continue...*

l'histoire d'un combat



Matraqué par la Riot Unit lors d'une grève au garage de l'UBS, à Bell Village, en août 1971, Paul Bérenger, le visage ensanglanté, sort de la Cour de 2ème Division.

MMMMM
1969-1983

CHAPITRE I

La lutte recommence

LE passé est le phare qui éclaire l'avenir. C'est pourquoi les Mauriciens doivent en prendre connaissance pour mieux maîtriser leur destin.

Le passé du Mouvement Militant Mauricien est indissociable de la lutte des travailleurs, ceux des champs, des usines et des bureaux, depuis près de 14 ans.

Passé combien glorieux!

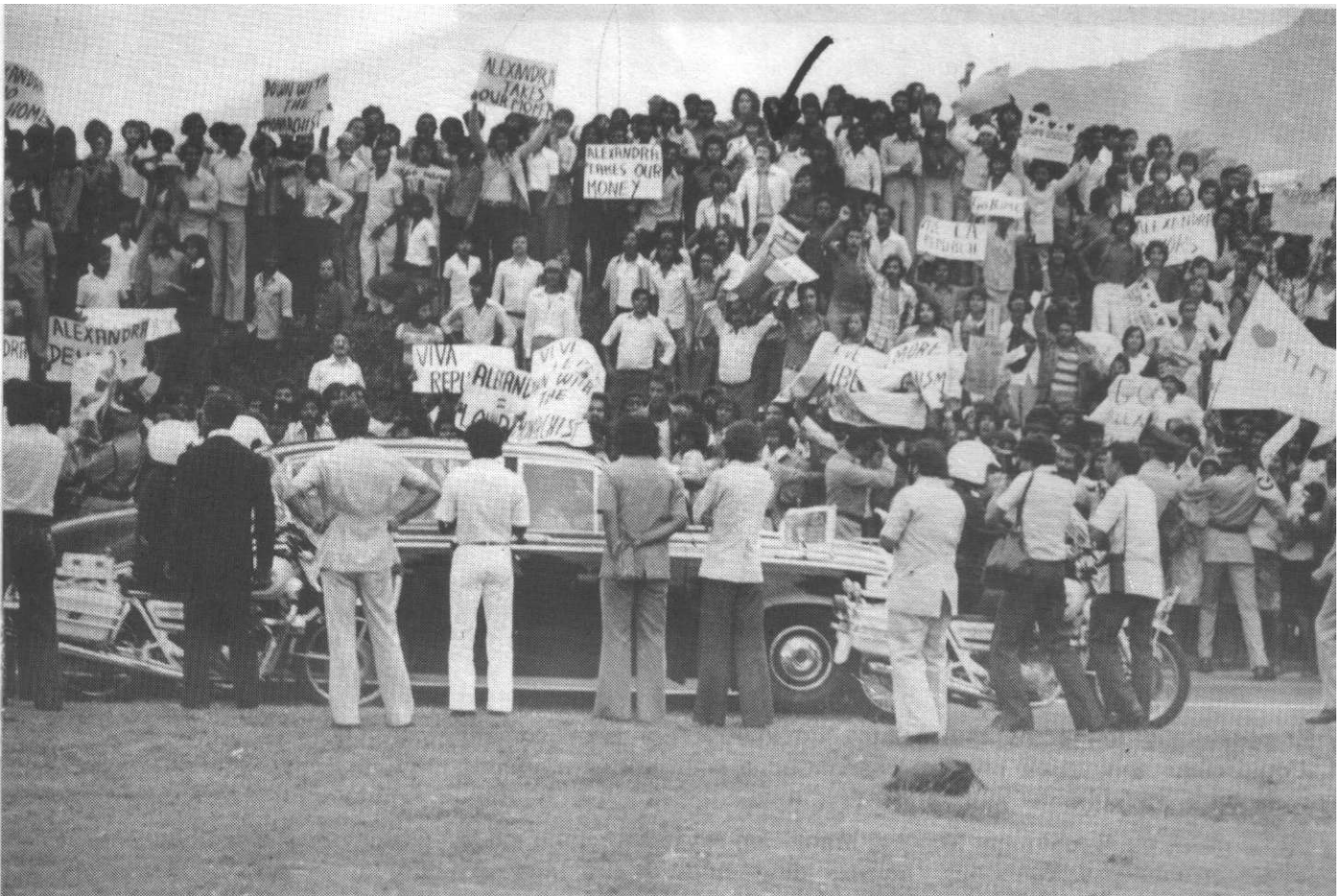
C'est un passé marqué par le sceau indélébile d'une nouvelle force, jeune et dynamique, qui a donné à un pays, hier désespéré, des raisons pour combattre, qui a combattu avec acharnement pour des idées nouvelles et généreuses — qui a peut-être commis des erreurs — mais qui, par-dessus tout, a voulu d'une île Maurice plus juste, plus humaine et plus fraternelle.

En septembre 1969 naissait le Mouvement Militant Mauricien (M.M.M.). Afin que l'histoire de Maurice s'accomplisse. Afin de reprendre la lutte menée en d'autres temps par Anqetil, Rozemont, Pandit Sahadeo, Curé et d'autres Mauriciens socialistes.

Pour le M.M.M., tout commence par le Club des Étudiants qui deviendra, en une décennie, la plus grande force politique nationale. Tout commence par ce jeune homme timide qui, au fil des années, saura faire naître de si grandes espérances dans le coeur de la nation.

Les quatorze ans de lutte du M.M.M. se confondent dans la lutte du peuple de Maurice, lutte dont le début remonte aux premières confrontations entre les esclaves et les représentants de la Compagnie Néerlandaise des Indes Orientales, venus coloniser l'île à partir de 1638. Les champions de cette lutte avaient pour noms Jacmain, Labonté, Tabardin, Ollier, les docteurs Onésipho Beaugeard et Eugène Laurent et de Plevitz, surtout durant les années 1870. Cette lutte fut reprise plus tard par Manilall Doctor qui séjourna à Maurice de 1907 à 1911.

Le parti Travailleiste que fondait le Dr Maurice Curé dans ce kiosque devenu historique du Champ-de-Mars, devait relancer la lutte contemporaine à Maurice. Le parti Travailleiste et le Jan



Manifestation anti-Alexandra. Dans la foule un militant, Paul Bérenger.



14 septembre 1969: 17h.50, rue du Vieux Conseil, Port-Louis. Paul Bérenger est relevé et arrêté quelques minutes après une brutale agression.

Andolan, fondé par le professeur Basdeo Bissoondoyal en 1939, allaient connaître des moments de gloire. Mais le parti Travailleiste historique disparut avec son président en 1946. Son accaparement par des éléments à la solde de l'administration coloniale déboucha sur la trahison de la lutte populaire dès 1950. L'action politique de l'époque ne reposait sur aucune analyse, aucun programme cohérent et aucun projet de société, le communalisme tenant lieu de tout.

Le problème de l'indépendance ne s'est posé ni en terme de classe, ni en terme de nation. Il s'est posé en terme de communautés, divisant, d'une part, le pays en blocs tout en masquant, d'autre part, les vrais problèmes de la décolonisation économique, politique et culturelle. C'est dans ce désert idéologique qu'apparut le **Club des Étudiants Mauriciens**, qui se transforma très vite en un mouvement structuré qui prit le nom de MOUVEMENT MILITANT MAURICIEN (M.M.M.).

Pour ce parti déjà bien structuré dans les premiers jours de septembre 1969, la manifestation anti-Alexandra fut son baptême du feu.

Dès le 4 septembre 1969, un forum organisé par le **Club des Étudiants Militants**, encore en rodage, fut interdit. Cette interdiction engendra une manifestation. Dans la même foulée, le 10 septembre, devant la provocation du maire de Quatre-Bornes d'alors, les étudiants devaient organiser une autre manifestation devant sa résidence. La police effectua, ce jour-là, deux arrestations.

Ce mois de septembre fut riche en événements, et c'est lors de la manifestation anti-Alexandra au rond-point de Saint-Jean, le 12 septembre 1969, que Paul Bérenger et ses camarades réalisèrent combien allait se révéler dur le combat contre les forces réactionnaires du parti Travailleiste.

Pour les dirigeants du M.M.M., la princesse Alexandra était un symbole du capitalisme et du conservatisme. Sa présence à l'île Maurice, une année après l'indépendance, équivalait à une insulte à la population. Feu Sookdeo Bissoondoyal, alors leader de l'Opposition, déclarait, à propos de cette visite de la princesse royale: **«Cette visite, imposée par la Grande-Bretagne, avait pour but de nous prouver qui tient encore les ficelles ici, l'Hôtel du Gouvernement ou Londres».**

Dans son reportage couvrant la visite de la princesse Alexandra et les manifestations organisées par le M.M.M., un quotidien du matin écrivait, dans sa livraison du 13 septembre 1969: **«Ce qui se passe dépasse tout juste l'ampleur d'un fait-divers».**

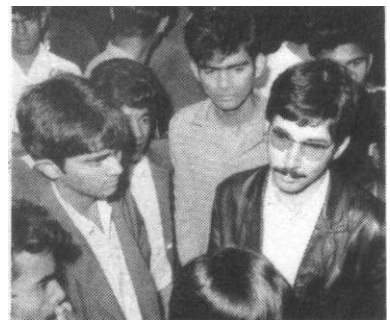
Sept manifestants furent, en ce 12 septembre, blessés par la police et la Spécial (Mobile) Force.

A partir du 14 septembre 1969, les choses évoluèrent très vite. Si, dans le camp de la grande bourgeoisie, des partis politiques et du gouvernement, ce fut, dans un premier temps, la panique; par contre, l'enthousiasme s'emparait des jeunes et des travailleurs.

Le parti Travailleiste et le P.M.S.D. cessèrent pour un moment de jubiler. Pris de frayeur, ils utilisèrent la force.

Le 14 septembre à 17 hres 50, à la rue du Vieux Conseil, à Port-Louis, Paul Bérenger fut roué de coups par les hommes de main d'un parti politique. Gaétan Duval déclarait, quelques jours plus tard: **«Il est plus que vraisemblable que ce soient des fermes du P.M.S.D. qui ont corrigé les leaders du M.M.M. samedi à Port-Louis».**

Des dizaines de militants furent arrêtés et traduits en justice:





le 16 septembre à Port-Louis, eut lieu le procès de sept militants du M.M.M. Procès de huit autres à Rose-Hill ce même jour.

Cependant, le M.M.M. ne courba pas l'échiné.

Le 2 novembre 1969, l'assemblée des délégués de militants constitua l'exécutif national du M.M.M. pour l'année 1969-1970. Heeralall Bhugaloo fut élu président et Paul Bérenger secrétaire. Tandis qu'en cette même fin d'année, sir Seewoosagur Ramgoolam, de retour d'un voyage qui l'avait mené à Londres, Paris et New York en compagnie de Gaétan Duval, annonçait la coalition P.Tr.-P.M.S.D.

La coalition conclue, le gouvernement P.Tr.-P.M.S.D.-C.A.M. ne prêta serment que le 1er décembre 1969. On voulut faire passer une loi bâillon qui provoqua la démission de huit députés P.M.S.D.

Les élections générales prévues pour 1972 furent renvoyées à 1976. C'était le début, le premier pas vers l'instauration de cette dictature P.Tr.-P.M.S.D. que les travailleurs ne pourront jamais oublier.

Jeune et dynamique, le M.M.M. proposait aux nouvelles générations un idéal tandis que la coalition P.Tr.-P.M.S.D., prise de panique devant le glissement de terrain, ne pouvait comprendre que la révolution intellectuelle avait commencé et qu'elle ne parviendrait pas à la réprimer.

A peine quelques mois après la naissance du M.M.M., l'émergence d'un syndicalisme militant donna une dimension nouvelle à la lutte ouvrière à Maurice. Toutes les manigances du gouvernement de la coalition P.Tr.-P.M.S.D. contre les syndicats d'obédience M.M.M. ne purent empêcher la création de la **General Workers Fédération** (GWF).

Annonçant la création de cette centrale syndicale d'un type nouveau, Paul Bérenger déclarait à la presse, le 12 août 1970: «**La défense des travailleurs est notre priorité. Nous lutterons pour assainir la situation syndicale à Maurice**». Et Le Militant du 20 septembre 1970 précisait qu'un des buts de la GWF était de "**faire bouger le monde syndical**".

Défendre les travailleurs: une cause, une lutte; un homme avait choisi cette voie difficile.



A Bel Air, en 1970. A ses côtés, Jaynarain Meetoo.



... avec Jimmy Gobin, un des premiers syndicalistes de la GWF.



Etudiant en philosophie au Pays de Galles dans les années 60. Ici, avec Zeel Peerun, militant de la première heure, aujourd'hui haut-commissaire (démissionnaire) à Canberra.



Août 1968. Bref séjour à Maurice. On le verra manifester, avec quelques amis (dont Lloyd Baligadoo) contre la guerre au Viêt-nam devant le stade de Rose-Hill lors d'une exposition des "Young Farmers", financée par les USA.

CHAPITRE II

De la marine à la politique

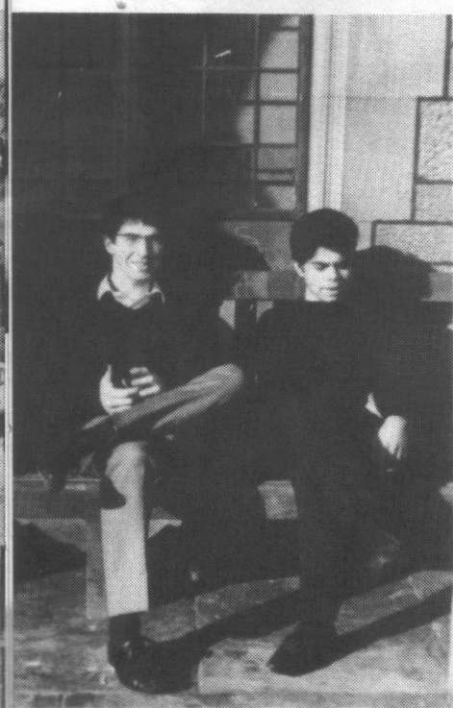
TRENTE-HUIT ANS DE CELA, le 26 mars 1945, Geneviève, épouse de Raymond Bérenger, donnait naissance à un fils, Paul Raymond. Ce dernier était déjà précédé dans la famille par les naissances, quelques années plus tôt, de deux soeurs, Marie-Claire et Annette. Dans la lignée familiale, du côté maternel existait un nom illustre en la personne d'Auguste Esnouf, plus connu sous le pseudonyme Savinien Mérédac., Ingénieur civil et un des directeurs de **Forges Tardieu**, cet homme devait surprendre son milieu en faisant accepter des vacances obligatoires payées pour certaines catégories d'employés de la firme où il travaille. Ses écrits qui remontent à son appartenance aux **Echos Littéraires** traduisent également une préoccupation pour les défavorisés. Cet engagement social devait notamment transpirer dans son oeuvre maîtresse **Polyte** et aussi dans **Pauvres Bougres**. Ses prises de position devaient lui attirer les foudres des réactionnaires de l'époque qui le traitèrent de **bolchéviste**. Il mourut en 1939, très jeune à l'âge de 41 ans. Il était tout naturel que Paul Raymond cachait en lui des qualités de meneur d'hommes comme son grand-père.

Raymond Bérenger est, par contre, un modeste fonctionnaire. Il est ingénieur civil des Travaux. Originaire de Mahébourg, Raymond Bérenger, sans richesse, gravit les échelons et servira d'exemple à son fils.

Une enfance ordinaire pour Paul Bérenger, qui fit ses premiers pas vers l'école primaire de Quatre-Bornes, tenue par les Soeurs de Lorette.

Il fit ses études secondaires au collège Saint Esprit où déjà, comme le témoigne le Révérend Père M. Farelly, alors recteur du collège: "He is well over average intelligence". Les bonnes aptitudes de Paul Raymond Bérenger pour les études et surtout ses qualités de chef, et son esprit d'indépendance alliés à son respect de la discipline, sont autant d'atouts pour l'aider à mener le bon combat.

En 1963, alors âgé de 18 ans, Paul Bérenger quitta le pays pour étranger. Il rêvait, comme tous les jeunes, d'entreprendre des voyages et voulait être officier de marine. Il voyagea quelque temps comme



A l'Université de Bangor, avec Jocelyn Deville aujourd'hui conseiller municipal.

«Cadet Engineer», mais très vite, changeant de cap, Paul Bérenger décida d'entreprendre des études universitaires.

Alors que le pays était engagé dans de grands débats pour les changements constitutionnels précédant soit l'octroi de l'indépendance soit l'intégration avec la Grande-Bretagne, Paul Bérenger alla faire ses études à l'Université de Bangor, au Pays de Galles.

En 1967 et 1968, il était à Paris pour suivre des cours de journalisme, alors que se déroulaient les grands événements européens qui allaient secouer plus d'un.

L'Europe connaissait de multiples crises. L'invasion de la Tchécoslovaquie, d'une part, la guerre au Viêt-nam, d'autre part, ou encore la révolte des étudiants français contre le régime de De Gaulle, allaient profondément marquer l'esprit de ce jeune Mauricien. Les écrits de Frantz Fanon avaient fait germer en lui les concepts d'une décolonisation véritable alors que les événements de mai l'avaient poussé vers le marxisme libertaire.

A Paris, Paul Bérenger prit part aux manifestations de mai 68.

A 22 ans, il retourna à Maurice où, à nouveau, il assista à la violente campagne des partis politiques, le parti Travailleiste et ses alliés CAM et IFB face au PMSD, qui menaient une campagne des plus choquantes au cours de laquelle chaque clan faisait revivre les démons du communalisme pour gagner la population à sa cause.

Les quelques semaines passées à Maurice, en 1967, ne furent pas vraiment une période de vacances pour le jeune étudiant mauricien qui voyait comment le parti Travailleiste et le PMSD utilisaient le peuple. De retour à l'Université pour terminer ses études, Paul Bérenger avait déjà pris ses décisions. Plus question pour lui de laisser le champ libre permettant ainsi à des politiciens sans vergogne de garder ses compatriotes dans un état de servilité. Même à Paris, il s'insurge contre les abus du pouvoir. C'est ainsi qu'il fit le trajet Paris — Londres pour participer à une manifestation devant l'ambassade des États-Unis dans la capitale britannique contre la guerre au Viêt-nam.

Bref séjour à nouveau au pays en 1968.

Il commença, avec les frères Jeerooburkhan, Dev Virahsawmy et d'autres amis, dont H. Khobeelass et J. Meetoo, à organiser des forums au cours desquels les jeunes furent mis en présence de nouveaux concepts tant sur le plan social que sur la politique locale ou même internationale. Les jeunes intellectuels mirent très vite sur pied le "Club des Étudiants Militants" qui devint, par la suite, le "Mouvement Militant Mauricien".

Le travail de conscientisation avait commencé, mais bien entendu, le gros morceau allait être attaqué après que Paul Bérenger aurait terminé ses études et qu'il reviendrait définitivement au pays, l'année suivante. Le sort en est jeté. L'apprentissage commence dès son retour en 1969. Le MMM est né.

CHAPITRE III

La coalition — répression Ramgoolam-Duval

LA grande coalition de 1969 fut celle de toutes les forces de la droite contre les travailleurs du pays. Cette période fut, en quelque sorte, une descente aux enfers pour les milliers de salariés de l'île Maurice.

Le pays était placé sous la dictature du gouvernement de la coalition-trahison P.M.S.D.-P.Tr.-C.A.M.

Au fil des mois, le M.M.M., qui s'était résolument placé du côté des travailleurs et des pauvres, allait subir, mais sans jamais se décourager, les pressions de la force brutale. La répression allait s'abattre sur ses dirigeants et, en particulier, sur Paul Bérenger, déjà considéré comme l'homme à abattre. Le 22 février 1970, les militants organisèrent un grand rassemblement politique à Place de la Gare, Rose-Hill, et, le lendemain, les journaux titraient: «**Un événement politique**». Le 30 avril, la police imposa une nouvelle interdiction des meetings et des rassemblements publics. Le M.M.M. ne recula pas et annonça publiquement, le 31 juillet, qu'il comptait défier l'interdiction des meetings publics. Dès le lendemain de cette annonce, Paul Bérenger fut recherché par la police.

Le 2 août, le M.M.M. annonce la tenue d'un meeting à Plaisance, Rose-Hill. La foule est au rendez-vous, mais le meeting n'aura pas lieu. La police occupe Plaisance. La coalition Ramgoolam-Duval empêche le M.M.M. de dire la vérité aux travailleurs.

Au cours de ce même mois, le siège législatif Pamplemousses/Triolet fut déclaré vacant à la suite du décès (survenu le 1er août) du député I.F.B. Lall Jugnauth de ladite circonscription. Les militants désignèrent Dev Virahsawmy pour les représenter dans cette bataille électorale.

Ce sera la seule élection de remplacement dans l'histoire de l'île Maurice indépendante. Dans cette première bataille électorale, fort de l'unité des travailleurs contre le régime Ramgoolam-Duval, le M.M.M. infligea une cuisante défaite au gouvernement de coalition P.Tr.-P.M.S.D.-C.A.M. Le thème principal de cette élection partielle de Pamplemousses/Triolet était la reprise de la lutte trahie par le parti Travailleiste. Dans le fief de sir Seewoosagur Ramgoolam, le candidat

M.M.M. battit son adversaire travailliste par cinq mille voix.

Tout avait été mis en oeuvre pour barrer la route à la victoire électorale du M.M.M. A la veille du scrutin, des militants du M.M.M. furent assaillis devant la municipalité de Port-Louis. Paul Bérenger, lui-même attaqué, fut cependant accusé de "**attempt at murder**" et arrêté. Il fut relâché ensuite pour aller, à la demande du commissaire de police, calmer la foule surexcitée après la proclamation des résultats et la victoire du M.M.M.



A travers le pays, tous ceux que le régime écrasait sentirent monter en eux une lueur d'espoir. Ce fut en ce 22 septembre, non pas une victoire du seul M.M.M., mais celle de tout un peuple qui aspirait à voir disparaître ce gouvernement répressif P.Tr.-P.M.S.D.-C.A.M. Les manifestations de joie déclenchées à travers le pays par cette écrasante victoire furent de très courte durée : à Sainte-Croix, un jeune garçon de six ans, Marcellino Belle, trouva la mort, tué par balles tirées par la police. A la fin de cette année-là, le gouvernement annonça l'introduction du **Public Order Bill** et les débats, qui commencèrent le 18 décembre, furent conclus par l'adoption de cette loi répressive le 23 du même mois, soit deux jours avant la fête de Noël de 1970.

Parallèlement, on assista à l'émergence d'une nouvelle conscience syndicale. Avec une nouvelle organisation, de nouvelles structures, une unité retrouvée, la combativité réprimée ou embrigadée découvrit bien vite son sens le plus profond et se raviva. Paul Bérenger, la nouvelle cheville ouvrière des nombreux syndicats, mena la lutte sur les fronts politique et syndical.

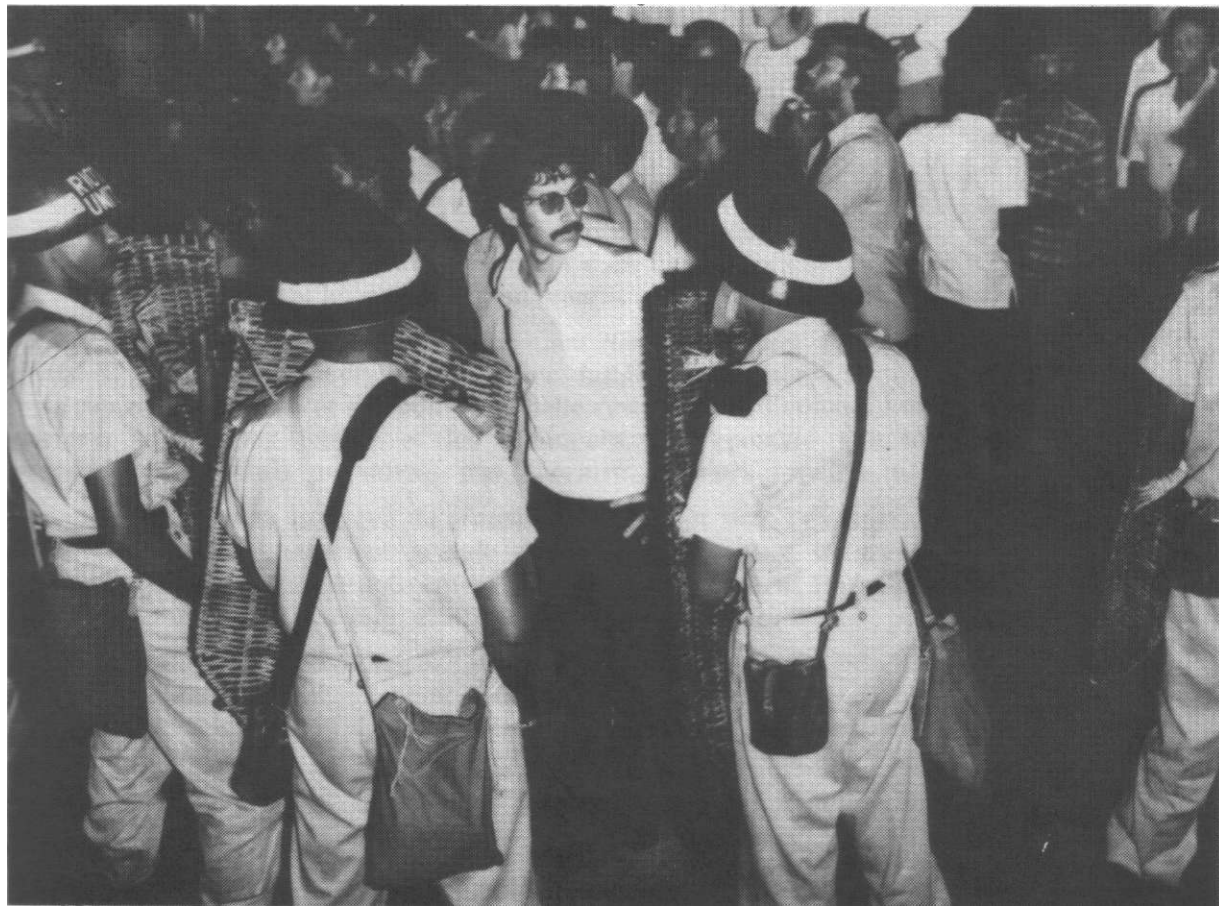
La population apprenait à connaître ce nouveau type de politiciens et de syndicalistes, pour qui la démocratie syndicale n'est pas une démocratie formelle: elle est formatrice d'hommes nouveaux, d'une conscience nouvelle. Paul Bérenger fut dès lors l'homme en qui une île Maurice indépendante allait remettre ses joies et ses peines; ses moments de lutte, de frustrations, ses défaites et ses victoires; il était l'image même de l'homme qui venait de se libérer symboliquement le 12 mars 1968.

Avec Paul Bérenger, émergeait donc une génération qui avait fait sa descente aux enfers. La remontée se révélait dure, mais l'image de la nouvelle naissance donnait aux travailleurs un nouveau souffle devant l'utilisation des méthodes répressives par le gouvernement.

Les syndicats retrouvaient donc une combativité à l'image de son dirigeant dans les demandes fondamentales dès 1970 à tous les niveaux de la vie et du social: dans les municipalités, dans l'industrie du transport, dans les usines. Demandes d'abord de reconnaissance de leurs syndicats et de négociations directes avec le patronat. L'État et les forces patronales avaient dès le début poussé les travailleurs à comprendre que le seul moyen d'obtenir satisfaction pour les demandes les plus légitimes et démocratiques, c'est de se mettre en grève.

Dans les premiers mois de 1970, les travailleurs de l'usine à sac et ceux de la municipalité de Beau-Bassin/Rose-Hill durent se mettre en grève pour obtenir la reconnaissance de leur syndicat.

La toile de fond sur laquelle se dessina la crise de 1971 était faite de l'exaspération populaire causée par la coalition scellée deux ans plus tôt à l'étranger, le renvoi des élections générales et municipales, les abus de pouvoir de tous genres, l'introduction de la loi-bâillon, le POA, la persécution de la presse, l'emprisonnement successif des dirigeants



M.M.M., le règne des tapeurs P.M.S.D., un gel des salaires datant de plusieurs années déjà, la corruption des syndicats en place et surtout la menace permanente d'un nouveau **Trade Union Bill** à caractère répressif.

Avec le M.M.M., les travailleurs apprenaient que la lutte des classes se poursuit sans cesse par divers moyens et, au besoin, par la répression. Cette lutte des classes l'a enraciné dès le début dans l'histoire des grandes luttes ouvrières menées par les exploités depuis le début de la colonisation. Et là aussi, le M.M.M. innovait. Les pouvoirs politiques successifs, pour mieux exploiter le peuple, l'ont privé de son histoire, de ses luttes et de ses traditions culturelles. Le mot d'ordre: "La lutte des classes doit remplacer la lutte des races", lancé dès 1969, résonnait dans le champ politique d'alors comme un coup de tonnerre.

Aujourd'hui, il n'a rien perdu de son actualité.

Malgré les nombreuses victoires obtenues sur ce front grâce à une lutte acharnée, il est toujours nécessaire de faire comprendre aux masses exploitées que leur exploitation est le résultat de la division de la société en classes antagonistes. Cette lutte des classes est menée d'en haut par la bourgeoisie, qu'elle soit blanche, noire ou jaune. Car, le communalisme comme aujourd'hui — malgré un recul important — n'est pas mort et des politiciens habiles se servent, aujourd'hui encore, de ce "racisme à multiples têtes" pour dresser des barrières artificielles entre les travailleurs mauriciens qui subissent journallement les mêmes méfaits de l'exploitation capitaliste.

Dès janvier 1971, Paul Bérenger annonçait dans une interview de presse, que "**la coalition ne peut pas changer les structures**".

CHAPITRE IV

Les travailleurs découvrent leur force

LA grève générale de décembre 1971 fut le point culminant de la crise.

La machine infernale de l'État fut mise en branle dans une ultime tentative d'empêcher l'écroulement du pouvoir impopulaire en place. Pendant de longues années, le gouvernement de coalition d'abord, le gouvernement Travailleurs-CAM-transfuges ensuite, fit répandre la propagande selon laquelle les grèves de 1971 avaient eu pour but de renverser le gouvernement d'alors.

Aujourd'hui, les adversaires du MMM reprennent le même langage et parlent de grèves "illégal" et "sauvages".

Le gouvernement de sir Seewoosagur Ramgoolam déclarait déjà, en 1971, que ces mouvements de revendications étaient ILLÉGAUX. Aujourd'hui, les adversaires du MMM définissent de nouveau ces grèves comme étant "illégal" et "sauvages".

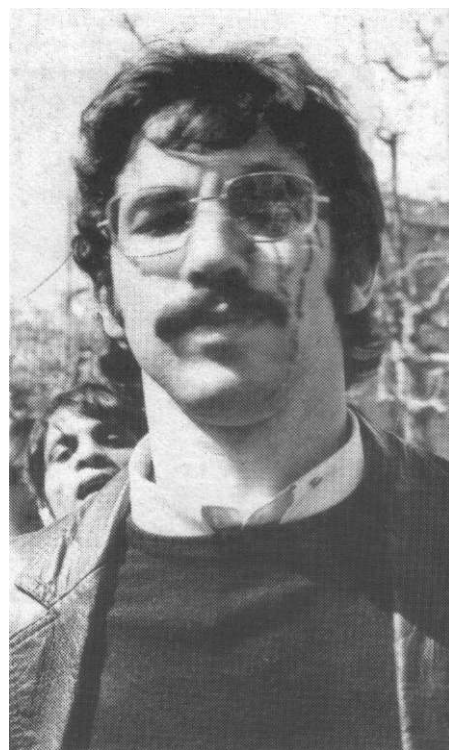
La crise de 1971 et l'explosion sociale de décembre n'étaient nullement le résultat d'une tentative de prendre le pouvoir. Ce fut, comme l'écrivait Monseigneur Jean Margéot dans une lettre à la presse, le 28 septembre 1971, **"le résultat d'un conflit entre deux idéaux"**.

Parlant de la portée de ce mouvement des travailleurs, l'évêque écrivait: **«La classe ouvrière, jusqu'ici faible et divisée, a fait l'expérience de sa force et a découvert qu'elle résidait dans l'union... Les ouvriers, surtout les jeunes et les chômeurs, ont constaté que le développement promis ne suivait pas l'horaire de leurs espoirs»**.

Lorsque survint la grève du transport, le 12 août 1971, l'exaspération populaire était tellement grande que le public soutint la grève massivement et y participa activement. Mais le gouvernement Ramgoolam déclara la grève illégale et fit intervenir la Riot Unit.

Paul Bérenger et d'autres syndicalistes furent matraqués et emprisonnés. La Riot Unit intervint avec violence. La grève s'étendit au CEB, aux municipalités et dans plusieurs autres secteurs. Des émeutes éclatèrent.

Finalement, la crise se dénoua. Et le juge Ramphul trouva la grève parfaitement légale et blâma sévèrement le ministre du Travail.





Cependant, l'exaspération populaire était à son comble. Certains travailleurs écopèrent de trois ans de prison. Plusieurs perdirent leur emploi. Sir Seewoosagur Ramgoolam couvrit le ministre du Travail de la "responsabilité collective".

Entre-temps, la crise rebondit dans les docks. En effet, les dockers exprimèrent leur insatisfaction envers leur négociateur Eliézer François et demandèrent à Paul Bérenger de défendre leurs droits; mais les employeurs refusèrent catégoriquement de négocier avec un nouveau syndicat, la **Port Louis Harbour and Docks Workers Union**, allant même jusqu'à vouloir signer un nouvel accord de travail avec le syndicat d'Eliézer François.

Le 6 septembre, ce fut la grève. La situation fut débloquée quinze jours plus tard, à l'issue d'un référendum organisé parmi les dockers et qui devait désigner leur appartenance syndicale. Ce fut une victoire écrasante pour la PLHDWU, et Paul Bérenger fut désigné négociateur par 95% des dockers.

Les travailleurs du port, libérés, découvrirent leur force. Et le 22 octobre vit une autre victoire des travailleurs. Le juge Ramphul, dans un nouvel "award", donna une gifle magistrale aux employeurs en leur imposant la reconnaissance de la PLHDWU.

Le gouvernement, désavoué une deuxième fois par le juge Ramphul, se retrancha de plus en plus derrière des mesures arbitraires et rétrogrades.

Le 27 octobre, le gouvernement décida de renvoyer les élections municipales, alors que la répression devint de plus en plus violente.

La maison de Paul Bérenger et celle de Fareed Muttur furent attaquées au cocktail molotov. A cette même période, Fareed Muttur, qui faisait l'objet d'intimidation de la part des partisans politiques adverses, fut tué dans un mystérieux accident de voiture.

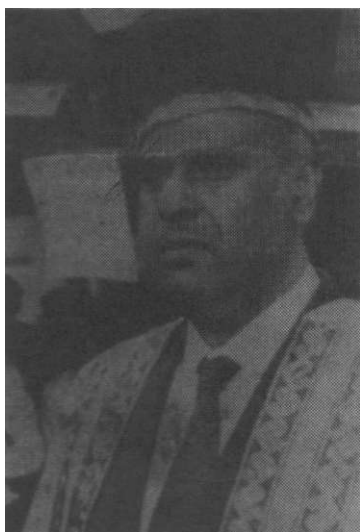
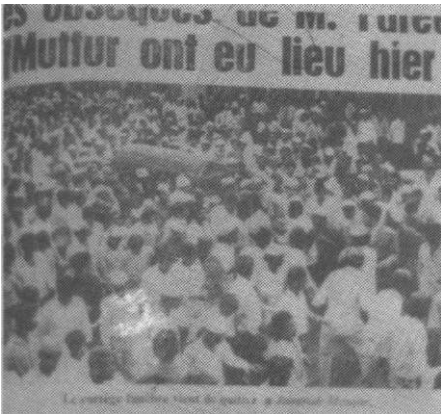
La politique répressive du gouvernement de coalition ne brisera pas pour autant la volonté des travailleurs luttant pour de meilleures conditions de travail.

En novembre, ce fut au tour des laboureurs et des artisans de l'industrie sucrière de se mettre en grève. Entre-temps, les dockers obtinrent 12% d'augmentation de salaires, mettant ainsi fin à plusieurs années de gel de salaire; les travailleurs du transport, eux, obtinrent 15%, car la dernière augmentation remontait à 1962. La grève du transport fut déclarée légale et le ministre du Travail fut reconnu seul responsable du mécontentement dans ce secteur. **L'EXPRESS**, commentant l'award Ramphul, écrivait: «**Le carcan d'idées reçues qui condamnaient les travailleurs et les classes moyennes à la réduction inexorable de leur niveau de vie, est brisé. Les revendications salariales acquièrent la respectabilité.**»

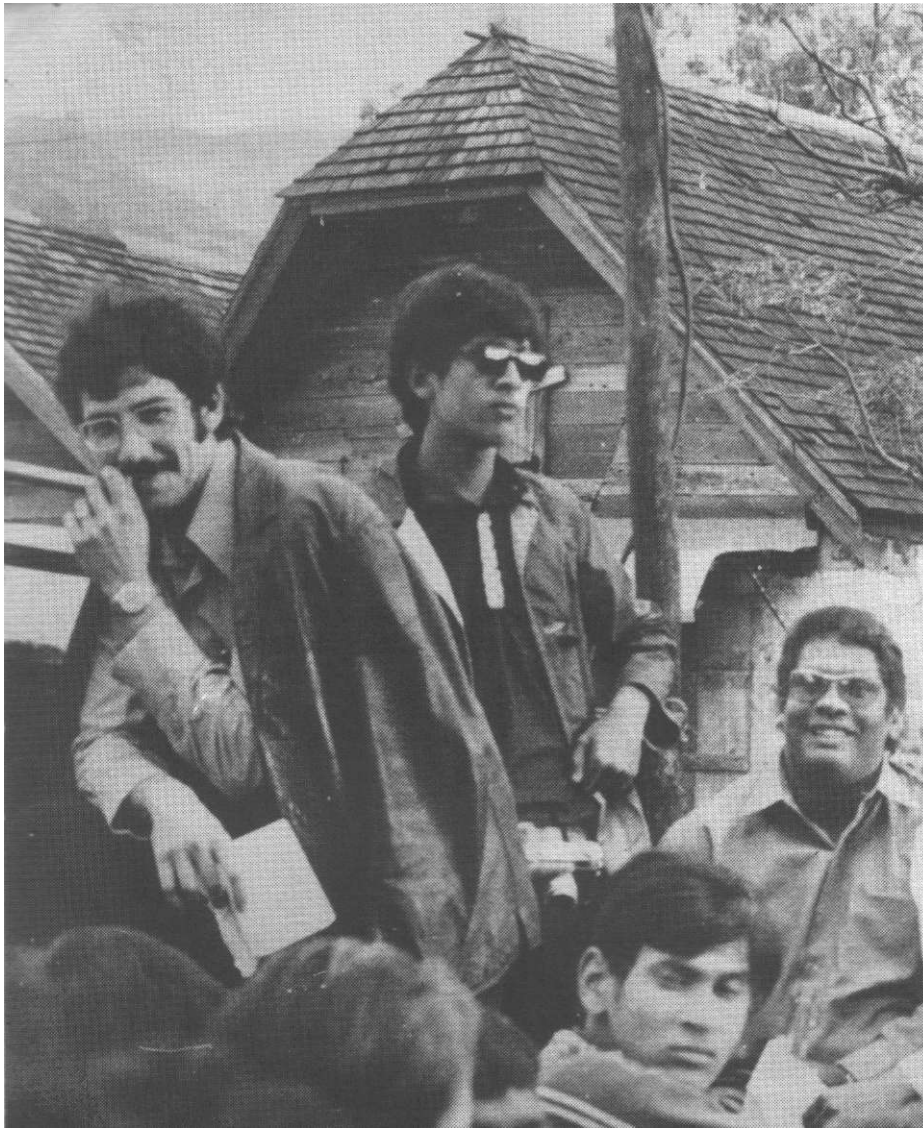
Le gouvernement, par ailleurs, exaspéra les laboureurs et les artisans lorsqu'il tenta de renflouer certains syndicalistes, tels les Jugdambi, Mason, etc... en les incluant devant le tribunal d'arbitrage Rault. Des manifestations eurent lieu contre Jugdambi.

Vers la mi-novembre, l'exaspération était à son comble; presque tous les secteurs du travail bouillonnaient: docks, transport, industrie sucrière, CEB et tant d'autres. Malgré tout, le jeudi 25 novembre, tous les secteurs étaient au travail.

C'est ce jour-là qu'eut lieu la tentative d'assassinat politique



Le Juge Ramphul.



- **Les grèves continueront tant que tous les travailleurs dans tous les secteurs ne seront pas satisfaits**
- **Des grèves au C.E.B., à la municipalité de Vacoas-Phoenix et à l'usine d'aloès allaient être déclenchées ce matin**
- **Des centaines de taxis allaient être immobilisés**

LIBERTÉ
BERGE
CODILE

contre le système légaliste et injuste. Evidemment, le droit de grève ne peut porter atteinte à l'existence d'un pays. Les patrons ne peuvent faire passer la conservation de leurs privilèges, ou les syndicats leur prestige, avant le bien de tout le pays.

Il ne faudrait pas, n'en plus, que les ouvriers passent de l'exploitation économique par les patrons à une exploitation par les politiciens. C'est à eux d'y

«Il ne faut pas avoir peur de la répression. C'est la guerre des classes. Vous savez, le sang des esclaves et des travailleurs a déjà coulé sur notre sol. C'est ce que nous devons bien comprendre. Il ne faut donc pas avoir peur en ce moment qui marquera l'histoire de l'île Maurice.» (Approuvé)

Cette déclaration du représentant du syndicat des petits employés du C.E.B. dit dans l'atmosphère qui règne à la réunion de la General Workers' Federation, hier, à Port-Louis.

A un moment, on discute de «la possibilité d'une intervention préventive contre les travailleurs de l'île Maurice». Les exclamations de colère fusent : «Après dans ce pays, il y a quel autre espoir ? Ce sont ceux qui veulent que nous soyons satisfaits de ce que nous aurons dans ce pays ?»

A un moment, M. Paul Béranger dit : «Si entre ce soir et demain matin, les dirigeants présents, ici, sont arrêtés, la grève continuera jusqu'à ce que tous les travailleurs aient satisfaction, jusqu'à ce que tous les travailleurs dans tous les secteurs soient réglés, et aussi jusqu'à ce que soient libérés tous ceux d'entre nous qui auront

des services dits essentiels. D'où la nécessité d'aller à l'encontre des lois qui bloquent toute action syndicale visant à améliorer le sort du travailleur en général», a dit M. Béranger.

«Tous les délégués du transport public, dit M. Béranger, ont voté pour la grève illégale, qui était la seule voie pour tenter d'améliorer leur sort. Des membres d'un syndicat du C.E.B. m'ont parlé de démissionner ont dit que je les encouragerais en leur demandant de retarder le déclenchement de la grève dans leur secteur. Mais il faut que chaque employé soit contacté et qu'il y ait l'unanimité autour la décision de grève. Il faut aussi, auparavant, expliquer à chacun les risques de cette grève, le C.E.B. étant un service essentiel. 7 mois de prison ou Rs. 500 d'amende, je n'aurais aucunement le droit d'entraîner des travailleurs dans des grèves sans leur faire savoir les risques qu'ils encourrent.»

Nou lizé ouvert

«En ce qui concerne les grèves dans les services essentiels, je tiens à souligner que nous lizé pas être libéré ouvert, mais lizé pas renoncer, explique M. Béranger, sur l'affaire socialement devant le



M. Paul Béranger : «La lutte des classes est de tous les jours, qui oppose les patrons à tous les employés.»

LA MAUVAISE INFORMATION

Les informations qu'on appelle "officielles" ne sont-elles pas en train de donner au public une vue faussée de la réalité ?

Annoncer que telle ou telle grève n'aura pas lieu alors qu'elle est un fait, n'est-ce pas se couvrir de ridicule et avouer, sans le vouloir, qu'on est dépassé ?

PREMIER ASSASSINAT POLITIQUE A CUREPIPE, HIER APRÈS-MIDI

- Un agent du MMM assassiné au centre de Curepipe
- Des nervis font feu sur Paul Bérenger, qui n'est pas atteint
- La voiture du chef de file du MMM incendiée

Le mauricienien

EN JOURNAL TOUT JOURS PAR SAOUL ROYET DE 1912 A 1957
 VENDREDI 26 NOVEMBRE 1971 • LE NUMÉRO 130 SOUS

Pas de paix sans la destruction du réseau...

Quelques jours, on pense qu'une certaine paix va régner dans le pays. Mais, hier, à Curepipe, un agent du MMM a été assassiné. Des nervis ont tiré sur Paul Bérenger, qui n'est pas atteint. La voiture du chef de file du MMM a été incendiée.

DERNIÈRE HEURE

● 350 dockers manifestent sur le lieu de l'assassinat



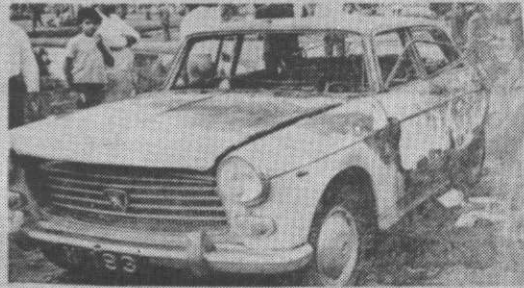
Des policiers ont recouvert d'un tapis de saie le sang et la cervelle, en bannissant la victime qui avait gâché sur le chemin.

L'agent du MMM, Azor Adelaide, 47 ans, ancien directeur, a été tué d'un coup de carabine alors qu'il se trouvait dans la voiture de M. Des Vaux Saunoy face au Polonois Hotel, à Curepipe.



Un photo d'Azor Adelaide à l'époque où il travaillait aux services militaires en Egypte.

Quelques minutes auparavant, le député MMM, M. Paul Bérenger, avait été saisi dans les jardins de la municipalité. M. Bérenger et son épouse ont été payés et ont été relâchés. M. Bérenger a été relâché dans l'attente de la justice. Les nervis ont tiré sur Paul Bérenger, qui n'est pas atteint.



La voiture de M. Bérenger, qui a été incendiée, est restée dans les jardins de la municipalité.

Dernière heure

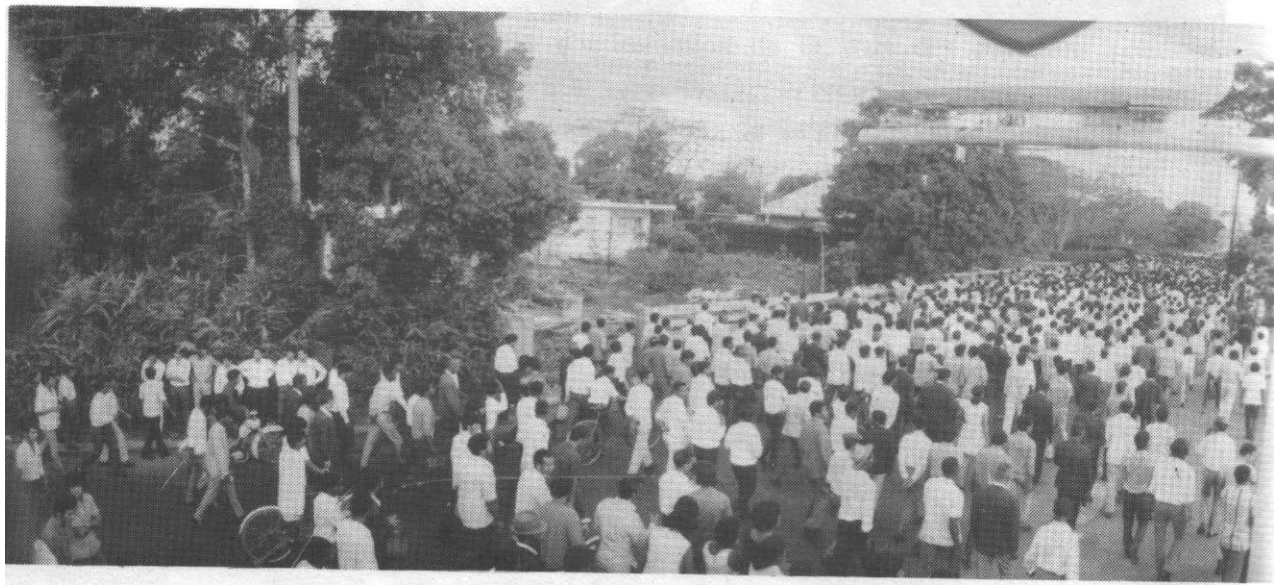
Les dockers envahissent Curepipe

Les dockers, qui sont en grève, ont décidé de se rendre en force à Curepipe. Ils ont pris possession de Curepipe, envahissant ainsi que de nombreux taxis ont quitté Port-Louis. Azor Adelaide qui a été assassiné hier est un ancien docker.

Le premier crime politique

L'indignation populaire était grande, hier après-midi, au centre de Curepipe, où le premier crime politique a été commis.

Nous sommes certains que, cette fois, le coupable et ses complices n'échapperont pas à la justice.



Les funérailles d'Azor Adelaide.

contre Paul Bérenger et Dev Virahsawmy; c'est ce jour-là que fut assassiné Azor Adélaïde.

Qui a tué Azor?

JEUUDI 25 novembre 1971. 15 heures 30, rue Chasteauneuf, Curepipe.

Azor Adélaïde, docker, âgé de 47 ans, se trouvait dans la "Hillman" B614 de Dev Virahsawmy, qui se dirigeait vers la municipalité de Curepipe dans le but de rejoindre Paul Bérenger afin de coller des affiches annonçant le meeting prévu à la cité Atlee, le samedi 27. Une "Falcon" immatriculée V643, avec à son bord des "tapeurs" notoires d'un parti politique, roula vers eux et des coups de feu furent tirés en direction de la voiture B614. Azor Adélaïde, qui se trouvait sur le siège arrière et qui était quelque peu gêné par le récipient de colle, fut atteint en pleine figure et tué sur le coup.

La "Peugeot" N193 de Paul Bérenger, à bord de laquelle se trouvaient Yves Raboude, Désiré Carré, Saïd Mungroo et A. Cotobally, s'était arrêtée devant la municipalité de Curepipe où ils se proposaient de faire estampiller des affiches.

La V643, avec à son bord quatre "tapeurs", était partie de la direction de l'église Sainte-Thérèse, en face de la municipalité. Un de ses occupants brandit un revolver et fit feu en direction de Paul Bérenger. Ce dernier se baissa et entendit deux autres coups de feu. Paul Bérenger et ses camarades eurent le temps d'aller se réfugier derrière une haie de bambous. Au même moment, la "Peugeot 404" fut incendiée alors que Paul Bérenger et ses amis entendirent un coup de feu à la hauteur du rond-point de Curepipe. Azor Adélaïde venait d'être abattu.

Son corps fut retiré de la B 614 de Dev Virahsawmy vers 15 heures 45. Il portait une large blessure à la tête.

Cet assassinat provoqua un vif émoi dans la population. Et les dockers, stupéfaits, réagirent contre cet attentat qui avait coûté la vie à un de leurs collègues et camarade de combat. L'Église elle-même, de son côté, dénonçait sévèrement, dans un communiqué de presse signé de Monseigneur Amédée Nagapen, cet acte criminel en ces termes : **«Alerté par la détérioration du climat social à l'île Maurice, Monseigneur Jean Margéot, évêque de Port-Louis, qui devait rentrer de la conférence épiscopale de Madagascar-Maurice le 3 décembre, retourne aujourd'hui».**

«Devant la gravité des faits, j'ai convoqué le Conseil Presbytéral et nous avons décidé qu'il fallait tout de suite adresser un appel à la conscience des Mauriciens».

«Hier, à Curepipe, au cours d'une attaque délibérée, un homme a été tué. Ce crime est l'aboutissement d'un climat de violence qui n'a cessé de s'intensifier ces derniers temps. A la base de ce climat de violence, il y a, entre autres, les groupes de "tapeurs" quelquefois armés et même institutionnalisés».

Deux jours plus tard, le 27 novembre, dans une manchette intitulée "Où sont les vrais coupables?", LE MAURICIEN écrivait ceci : «Qu'on ne nous dise pas que l'idée de tuer Azor Adélaïde a germé dans la tête des nervis, comme cela, par besoin d'évasion, un peu comme des politiciens s'évadent dans une idéologie quand la leur ne



paie plus. Nous demandons une fois encore: "Où sont les vrais coupables?"».

Le vendredi 26 novembre, quelque 30,000 personnes venant des quatre coins de l'île, assistaient aux funérailles de TON AZOR à Beau-Bassin. Ses camarades, les dockers, manifestèrent à Port-Louis et à Curepipe, et plus particulièrement devant la municipalité de Port-Louis et l'immeuble Rémy Ollier, à côté du théâtre de Port-Louis. Les réactionnaires et leurs journaux parlèrent, eux, d'émeutes "**provoquées par des dockers**".

Dans la population, pourtant, l'on se posait des questions quant à l'identité du propriétaire de la V643. **LE MAURICIEN**, dans son édition du 1^{er} décembre, précisait que la "Falcon" V643 avait déjà été utilisée "pour perpétrer d'autres actes de violence avant l'attentat de Curepipe". Le propriétaire déclara que la voiture lui fut volée. L'arme du crime ne fut jamais retrouvée, bien que l'on découvrit deux cartouches vides dans la V643.

C'est un homme de loi britannique, M. Bloom Cooper, qui vint assurer la défense des assassins présumés en Cour Suprême. Ces derniers, trouvés coupables, furent condamnés à des peines d'emprisonnement de vingt ans.

L'indignation populaire prit de l'ampleur. Car tout le monde connaissait les coupables. Le pays entier était révolté. Pourtant, le travail continuera dans les docks et ailleurs. On attendit le retour de sir Seewoosagur Ramgoolam, qui n'était pas au pays.

A son retour, sir Seewoosagur Ramgoolam parla de "**bagarres entre hooligans**". Lorsqu'une délégation de 20 dockers, conduite par Aurélie Perrine et Paul Bérenger vint le voir pour lui demander de se débarrasser des vrais coupables et de les punir, sir Seewoosagur prit les choses à la légère et parla "**d'accident**". Ulcérés, les dockers cessèrent le travail. C'était la crise.

Le gouvernement fit voter d'urgence un amendement à la loi syndicale et suspendit les articles 5 et 6 garantissant la protection de la liberté individuelle et la protection du citoyen contre toutes formes de discriminations.

La GWF se réunit et décida la grève générale dans le but d'empêcher cet amendement. Des négociations de la dernière chance eurent lieu entre Harold Walter et les dirigeants de la GWF. Elles échouèrent. Sir Seewoosagur choisit de maintenir le gouvernement de coalition.

La grève fut déclenchée.

Les négociations reprirent.

A un moment, sir Seewoosagur Ramgoolam accepta de référer tous les litiges à des tribunaux d'arbitrage et de reprendre tous les travailleurs sans exception, mais Duval, en tant que lord-maire de la Cité de Port-Louis, refusa de prendre les 100 travailleurs de la municipalité de Port-Louis. En présence de la police, les délégués de tous les syndicats de la GWF, réunis en assemblée au Rio Building, votèrent en faveur du maintien de la grève en solidarité avec leurs 100 camarades de Port-Louis.

C'est l'affrontement final. L'état d'urgence fut voté. Les rassemblements étaient interdits. Le port devint zone interdite. Les leaders syndicaux, Paul Bérenger et 27 camarades furent arrêtés et jetés en







prison à la veille du nouvel An. **LE MILITANT**, organe de presse des militants, fut interdit et mis sous scellé. La grève générale était brisée.

Les différentes étapes des grèves de 1971 démontrèrent clairement que ce ne fut aucunement le résultat d'un complot visant à renverser le gouvernement. Le juge Ramphul avait maintes fois démontré la légalité des mouvements de revendications des travailleurs. Les grèves furent l'aboutissement des événements et des provocations gouvernementales d'août à décembre 1971. Le simple fait que la grève devint inévitable à la veille de Noël en était d'ailleurs la meilleure preuve.

Décembre 1971 restait une date HISTORIQUE.

La prison pour les lutteurs

LES principaux dirigeants du MMM passèrent l'année 1972 en prison. La répression battait son plein. L'animation des branches et des cellules se faisait dans la clandestinité. En effet, la structure MMM est telle que quant le MMM naquit en 1969, ce furent les travailleurs qui vinrent eux-mêmes demander de faire un travail de conscientisation au sein de la classe ouvrière. Ce travail se fit à travers des réunions dans des clubs et dans les champs de cannes, en même temps que se constituait une commission syndicale chargée d'étudier la situation des travailleurs.

Depuis octobre 1969, où les travailleurs du transport commencèrent à s'organiser — et jusqu'à ce jour — ce sera la tâche de la GWF qui, aujourd'hui, couvre 56 différents secteurs de travail. En 1970, à son lancement, la GWF ne comptait que 6 syndicats. Ainsi donc, malgré la censure de la presse, malgré l'état d'urgence et la répression, les partisans du MMM étaient informés de la situation des dirigeants syndicaux qui se trouvaient en prison.

Paul Bérenger et ses camarades recevaient, en retour, des messages de soutien de tous ceux qui, au dehors, continuaient la lutte. Certains, en prison, traumatisés par la répression brutale du pouvoir néo-colonial, abandonnèrent le combat. Dans leurs cellules, les dirigeants MMM, forts du soutien de la masse, travaillèrent au projet de société qu'ils voulaient proposer au peuple de l'île Maurice.

Après l'orage, l'accalmie.

En décembre 1972, Paul Bérenger et ses camarades du MMM et des syndicalistes de la GWF furent libérés. Une tâche difficile les attendait: la reconstruction de leur parti. Mais avant même qu'ils eurent le temps de se remettre au travail, ils furent confrontés à un problème qui menaçait sérieusement l'unité du parti. La crise au sein du MMM fut provoquée par une série de divergences entre deux tendances. Au début, certains étaient enclins de penser qu'il s'agissait tout simplement d'une crise passagère, mais finalement, la scission eut lieu après l'élection du nouveau bureau politique, en mars 1973. Dev Virahsawmy, Hervé Masson, Reynolds Michel et Swadicq Peerally quittèrent le MMM.



Cette scission vint compliquer la tâche de reconstruction du parti, mais les militants ne succombèrent pas au découragement. Encouragés par la victoire enregistrée aux élections partielles de Curepipe et de Beau-Bassin/Rose-Hill, ils publièrent leur projet de société "**Pour une île Maurice Libre et Socialiste**".

CHAPITRE V

Un nouveau syndicalisme

LE départ de Dev Virahsawmy du Mouvement Militant Mauricien le 23 mars 1973 n'ébranla point la conviction des membres du M.M.M. dans les idées et l'idéologie de ce parti et n'entama en rien le caractère foncièrement nationaliste des militants. Dans une interview de presse, sept ans après (cf. **Le Cernéen**, 29 juillet 1980), Dev Virahsawmy dira: «Il faut comprendre que nous, les marxistes-léninistes — et je ne suis pas le seul au M.M.M. — sommes pleinement conscients de la situation dans laquelle se trouve le pays; nous sommes aussi conscients de la nécessité de travailler dans un cadre constitutionnel et démocratique existant, c'est-à-dire la voie électorale. Donc, il n'y a pas de contradiction... Je pense qu'actuellement, la priorité est, et doit être, la construction de la société mauricienne qui n'existe pas encore malgré l'indépendance. Construire une nation veut dire: avoir une économie solide et indépendante, capable de satisfaire les besoins du peuple mauricien. Dans cette étape vers le socialisme, il nous faut mobiliser toutes les forces nationales pour démocratiser encore plus la vie publique. Il faut aussi créer les conditions d'un épanouissement culturel. Or, **LA FORCE POLITIQUE QUI PEUT MENER VERS LA RÉALISATION DE CES TÂCHES PRÉCISES, C'EST BIEN LE M.M.M.** Donc, c'est bien normal qu'un marxiste-léniniste qui veut apporter sa contribution, choisisse la force qui va vers le progrès. **IL NE FAUT PAS OUBLIER QUE LE M.M.M. A TOUJOURS ÉTÉ NATIONALISTE...»**

Commentant la décision de Paul Bérenger, alors secrétaire général du M.M.M., de voir la situation mauricienne avec moins de rêveries révolutionnaires, Dev Virahsawmy dira:

«Maintenant, quand le secrétaire général du M.M.M. dit qu'il ne faut pas penser aux rêves révolutionnaires, **IL A ENTIÈREMENT RAISON»** (**Le Cernéen**, 29 juillet 1980). Et il ajoute: «Si même les grands capitalistes sont prêts à participer à ce combat pour reconstruire l'île Maurice, je dis qu'ils sont des alliés politiques. **SI LE SECTEUR PRIVÉ VEUT PARTICIPER A CETTE LUTTE, IL DEVIENT UN ALLIÉ».**

Paul Bérenger, dès sa sortie de prison, en 1972, avait fait son

"rethinking". La priorité du moment fut de remettre le parti et les syndicats sur pied pour faire face à la coalition (qui fut celle avant tout entre la classe politique et la classe possédante — cette classe politique qui se composait du Parti Travailleiste, du P.M.S.D., du C.A.M., qui avait bâti sa force sur le communalisme et qui se servait de la répression pour combattre le M.M.M. Très vite, le peuple devait prendre conscience de ce qui s'était tramé derrière son dos et se rangea de plus en plus derrière le M.M.M.

A leur sortie de prison en 1972, les syndicalistes et les militants allaient reprendre la lutte sur la base déjà jetée en 1969. Ils devaient subir, une année encore, les atrocités de cette coalition.

En décembre 1973, Ramgoolam décida de rompre la coalition. Les raisons de cette rupture furent diversement interprétées par l'opinion publique. Sir Seewoosagur Ramgoolam devait parler de la tentative de Gaétan Duval de mettre sur pied un gouvernement parallèle, chose intolérable à ses yeux.

Selon l'organe de presse de l'aile boolelliste du Parti Travailleiste, le leader du Labour souhaitait voir la destruction mutuelle de ses adversaires, à deux ans de l'échéance électorale. L'**Industrial Relations Act** (IRA) fut approuvé le 19 décembre 1973 avec l'appui du P.M.S.D. Les députés P.M.S.D. votèrent en faveur de ce projet de loi qui devait enlever aux travailleurs le droit de grève, instrument ultime de lutte contre le système capitaliste. Pour ce qui est de la reconnaissance syndicale, la nouvelle loi redonnait toute sa vigueur aux syndicats déjà en place et rendait quasiment impossible la reconnaissance de nouveaux syndicats. Les syndicats existants ne faisaient que suivre la politique du gouvernement au lieu de défendre les travailleurs.

Le ministre Raymond Rault laissait clairement entendre que la nouvelle loi visait le syndicalisme militant lorsqu'il fit allusion à "ces groupes qui agissaient dans le syndicalisme comme s'ils voulaient la destruction de la société mauricienne".



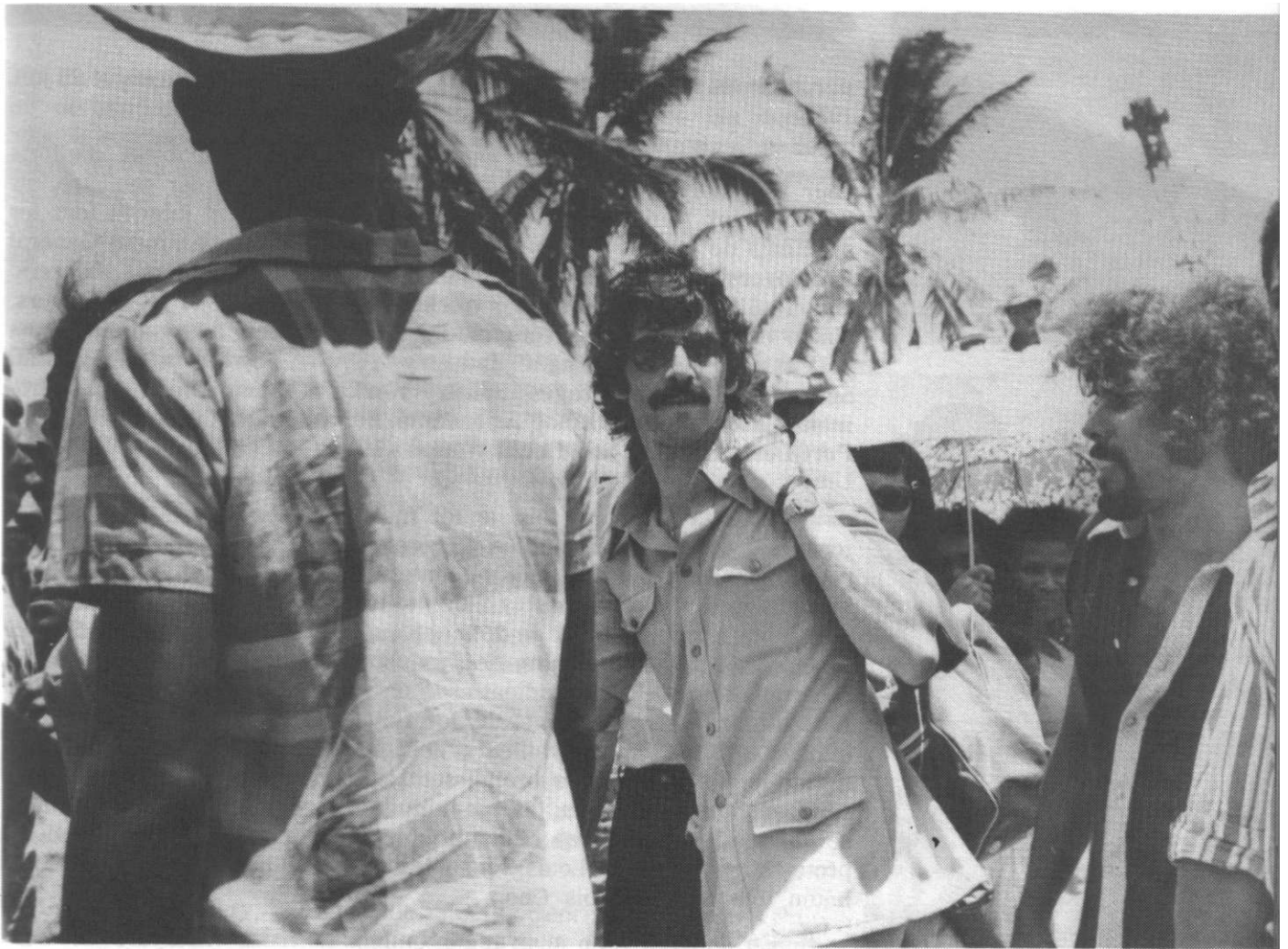
Après la rupture de la coalition, Gaétan Duval se lança dans le syndicalisme pour combattre le M.M.M. sur son propre terrain. En fondant la Confédération nationale des travailleurs, Duval n'avait nulle autre cible qu'Alex Rima qui avait quitté le P.M.S.D. pour se joindre à la nouvelle majorité gouvernementale à la suite de la rupture de la coalition; mais il avait aussi l'intention de combattre le M.M.M. et la GWF.



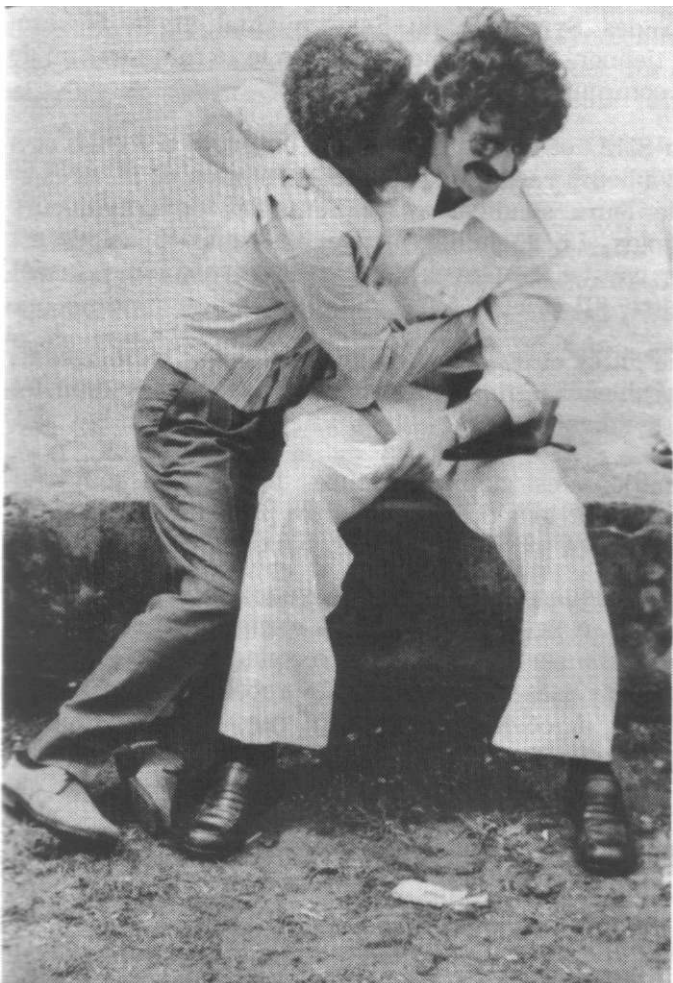
Travailleurs : La réhabilitation

Sur le front syndical, la GWF, au début de 1974, sortait du creux de la vague. La suspension imposée à la PLHDWU et aux 12 autres syndicats de la GWF fut levée. Les syndicats de la GWF, à l'exception de la PLHDWU, furent toutefois placés sur le registre provisoire institué par l'IRA.

La **General Workers' Fédération** s'installe à la rue Brabant. Les biens et les effets de la fédération syndicale lui sont rendus par la police. Des campagnes de recrutement sont lancées. Le 6 mars, les employeurs du port reconnaissent la PLHDWU. Le syndicat des dockers avait



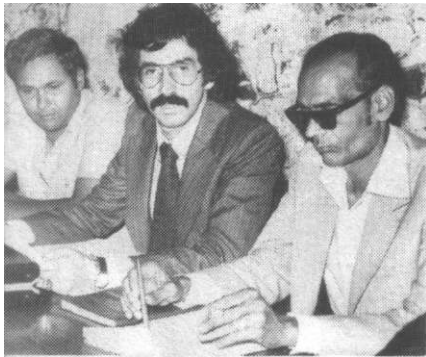
*Première visite
de Paul Bérenger
à Rodrigues en vue
d'organiser les travailleurs
de Port Mathurin.*



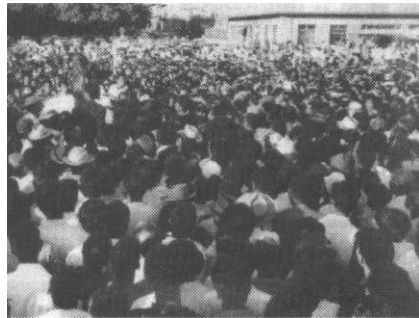


parcouru un bon bout de chemin depuis son lancement officiel, le 20 juin 1971.

Les autres syndicats, encore traumatisés, redoublent d'efforts pour reprendre la lutte. En 1971, par décret du Premier ministre, sir Seewoosagur Ramgoolam, le gouverneur général avait interdit tous les syndicats de la GWF -- **The Government and Non Government General Employées' Union, CEB Workers' Union, Sugar Industry Labourers' Union (SILU), Aloes Industry Workers' Union, Union of Bus Workers, Union of Municipalities Workers, Press Employées' Association, Union of Artisans of the Sugar Industry (UASI), Government Hospital Servants' Union, Beverages Industry Workers' Union, Union of Government Laboratory Workshop Attendants, Servants and Caretakers Union, Port Louis Harbour and Docks Workers Union et Tea Industry Workers' Union.**



Pour la première fois, le 1er mai, la police autorise la UBIW a tenir sa première assemblée générale. La GWF crée un syndicat regroupant les travailleurs de la zone franche — la **Textile and Clothes Manufacturing Employées' Union** — et mène campagne pour une augmentation de salaires de 25%; en même temps, au cinéma Hall, à Rose-Hill, 3,000 travailleurs de l'industrie du transport réclament la reconnaissance de leur syndicat et la nationalisation du transport public. Lors de son assemblée générale, le 14 avril, la PLHDWU avait réclamé la réintégration des travailleurs licenciés en 1971. Dans les secteurs agricoles, les travailleurs brandissent la menace de grève, menace qui se traduira dans les faits, car les métayers de La Flora et de Bois Chéri se mettent en grève, en décembre, et entreprennent une marche de protestation vers Port-Louis. Ils sont arrêtés par la police qui charge au bâton une foule à Bois Chéri.



En janvier 1975, nouvelle manifestation des métayers de Bois Chéri et de La Flora, devant l'Hôtel du gouvernement, cette fois.

La **Fédération des Syndicats du Service Civil et la General Workers' Fédération** tiennent une première réunion le 16 mars en vue de constituer un front commun.

De son côté, la SILU et l'UASI se mettent en grève à FUEL et à Beau-Champ, les travailleurs réclamant une augmentation de salaires et la reconnaissance de leurs syndicats. Des centaines de travailleurs marchent sur Port-Louis. Le 29 juillet, le travail dans les usines est sérieusement affecté, car les employeurs et le gouvernement refusent toujours de reconnaître SILU et UASI.

C'est à force de luttes et de pressions syndicales que les dirigeants des syndicats des travailleurs agricoles finiront par amener les autorités à reconnaître leurs syndicats.

En 1976, la situation n'est guère meilleure. D'une part, gouvernement et patronat restent sur leur position; d'autre part, les travailleurs, malgré la menace du POA et de l'IRA, ne baissent pas les bras.

Jusqu'en 1971, pratiquement tous les nouveaux syndicats mis en place par la GWF durent avoir recours soit à la menace de grève, soit à la grève effective pour essayer d'obtenir leur reconnaissance. Ceux qui parlaient de "moyens civilisés pour obtenir la reconnaissance" refusaient systématiquement, à ce moment-là, tout recours à un procédé démocratique pour permettre à ces travailleurs d'adhérer à un syndicat de leur choix.

En septembre 1971, la Cour Suprême dut ordonner un référendum pour décider de la représentativité des syndicats dans les docks. Quelques semaines plus tard, la quasi totalité des laboureurs et des artisans de l'industrie sucrière durent se mettre en grève pour obtenir de la MSPA la reconnaissance de la SILU et de l'UASI. Reconnaissance de leurs syndicats, de meilleures conditions de travail et des augmentations de salaires dues depuis des années.

S'il est vrai que la situation de la classe ouvrière est encore difficile aujourd'hui, la GWF n'a certainement pas failli à son devoir quant à l'amélioration du sort des travailleurs. La centrale a toujours lutté pour le respect du travailleur manuel et la promotion de la classe ouvrière tant au sein de son entreprise que sur le plan social. L'apprentissage de l'endurance et la solidarité ont été les outils qui les ont aidés à se rendre compte que dans cette puissance nouvellement découverte, changer le cours des choses était à leur portée.

En effet, c'est grâce à la force des travailleurs organisés au sein de la **General Workers Fédération** qu'on parvint à un certain respect des droits du travailleur dans l'entreprise. Contraint de reconnaître les représentants légitimes des travailleurs que sont les délégués, le patronat accepte aujourd'hui de s'asseoir autour d'une même table.

La GWF a produit un nombre impressionnant de cadres ouvriers capables de discuter avec les employeurs et même de conduire des négociations au plus haut niveau.

La promotion des cadres a aussi facilité leur participation à la vie politique du pays, jusqu'ici chasse gardée des bourgeois et des intellectuels.

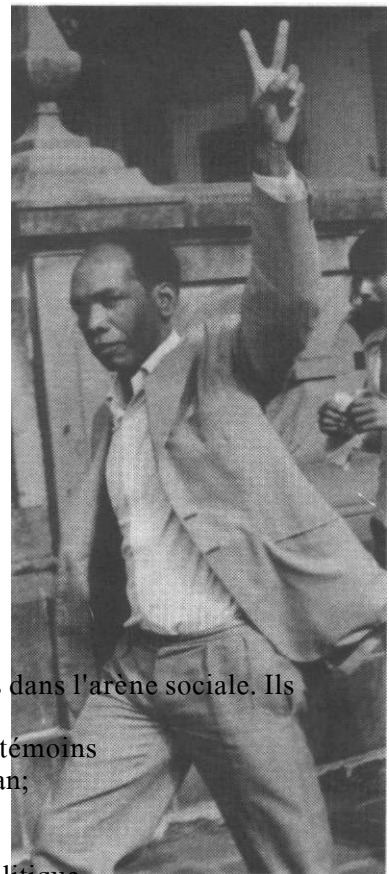
Bidianand Jhurry, président de la SILU, secrétaire de la GWF de 1979 à 1982, est aujourd'hui candidat M.M.M. à la députation. Gianduth Hazary, président de la SILU, n'eut pas peur, le 12 mars 1976, de défier une interdiction de la police, et tint un meeting à Place de la Magistrature, à Rose-Hill. Il est lui aussi un syndicaliste de la GWF qui aspire à entrer à l'Assemblée législative. Ils sont des centaines d'autres laboureurs et ouvriers à mener la lutte depuis 1969.

Régis Grivon, ex-travailleur des docks, a été adjoint au premier magistrat de la Cité de Port-Louis. France Delbar, chauffeur de camion, ont été maire de Vacoas-Phoenix.

Aujourd'hui, Devanand Routho, ex-inspecteur de la **Development Works Corporation** (DWC), est maire de Quatre-Bornes. De même Ponnappa Naïken, un militant historique, syndicaliste, occupe les fonctions de premier magistrat de la ville de Curepipe.

Ils sont légion, ces lutteurs issus de milieu modeste, qui sont ou ont été conseillers des villes et des villages à travers l'île Maurice, et cela grâce à la GWF et au M.M.M..

Avec la GWF, la classe ouvrière est sortie de son état d'unité comptable pour les besoins électoraux pour arriver à jouer un rôle de plus en plus grand dans la lutte des classes dans l'arène sociale. Ils mènent le combat à tous les niveaux, ils sont conscients des problèmes de l'heure, les visières sont tombées; ils ne sont plus de simples témoins de l'évolution de leur pays, mais des participants au premier plan; aucun problème ne les laisse indifférents : de la politique prix-salaire au problème du logement, de la fermeture d'usines au vrac, de la mécanisation à la politique générale du développement, de la politique fiscale aux problèmes de l'éducation...



Régis Grivon

L'État et les employeurs sont contraints de tenir compte aujourd'hui des prises de position de ce qui est maintenant accepté comme un partenaire social — la classe ouvrière. C'est sans conteste le résultat de cette lutte qui, quatorze années durant — malgré la prison, les coups de matraques, le gaz lacrymogène, les grèves de la faim, les licenciements en masse, les tapeurs notoires et toute une campagne de dénigrement systématique contre les mouvements de revendications — a continué pour que la masse des salariés bénéficie aujourd'hui de meilleures conditions sociales.

Un homme a été à l'avant-poste de cette lutte pendant quatorze ans : Paul Bérénger.

CHAPITRE VI

La première force du pays !

LE phénomène socio-politique qu'est le Mouvement Militant Mauricien est l'un des traits les plus marquants de l'histoire de l'île Maurice depuis septembre 1969. Les Mauriciens ne jugent plus le M.M.M. seulement en fonction de ce qu'il **dit** et de ce qu'il **EST**, mais aussi de ce qu'il **fait**. Le M.M.M. est un front et ce qui unit ce parti, c'est sa constitution. Le chapitre I de la constitution du parti contient toutes les références essentielles, c'est-à-dire ses sources d'inspiration idéologiques, le modèle de société qu'il souhaite construire, son programme gouvernemental, sa vision d'une île Maurice socialiste profondément marquée par une solidarité internationale.

Une pratique démocratique unit ce front. Un des partis les plus démocratiques, le M.M.M. vit en permanence et la façon dont est constitué le comité central est justement une garantie de cette démocratie. Chaque quinzaine, lorsque les 35 membres du Comité central se réunissent et discutent, la voix de la base monte et parvient à la direction, et ensuite redescend vers la base. Tous les grands problèmes de l'heure sont soumis à des assemblées-débats où il n'y a pas de grand fracas, de grandes innovations, parce qu'il y a en permanence ce dialogue de haut en bas et de bas en haut, à l'intérieur du M.M.M. Une telle pratique démocratique rejoint l'idéologie du M.M.M., son programme et les engagements politiques des militants est le meilleur ciment qui assurera l'unité du M.M.M. Une politique du dialogue : c'est peut-être là le secret de ce parti qui a su éveiller tant de conscience chez des hommes de bonne volonté en quête d'une île Maurice meilleure. Le dynamisme, l'énergie, l'espoir et l'idéal de tout un peuple sont le moteur du Mouvement Militant Mauricien. Paul Bérenger en est le souffle, et c'est lui qui anime sans relâche, depuis 14 ans, la lutte des travailleurs.

De 1973 à 1976, le M.M.M. avait redonné force et vigueur à ses syndicats, et sur le plan politique, il allait s'affirmer comme la principale formation politique du pays.

Les élections du 20 décembre 1976 furent les plus passionnantes de toutes les joutes électorales que l'histoire politique de l'île Maurice avait connues depuis l'introduction d'élections générales en 1886.





Déjà en 1974, le M.M.M. avait repris du poil de la bête, tant et si bien que le parti, restructuré, put se doter d'un **"Shadow Cabinet"** et se préparait à se présenter aux prochaines élections générales sur la base d'un programme qu'il expliquait jour après jour dans ses meetings, ses réunions et dans la grande presse.

Le M.M.M. devait faire monter dans le parti Aneerood Jugnauth, un légiste de profession, qui avait adhéré au parti au début de 1972, et qui, par la suite, fut désigné Premier ministre dans un gouvernement M.M.M. Aneerood Jugnauth devait être qualifié en 1982, avant les élections générales du 11 juin, d'homme "fabriqué" par Paul Bérenger.

Dès sa première participation à une consultation populaire au niveau national, le Mouvement Militant Mauricien devint la principale formation politique du pays, avec 34 sièges dans une législature de 70. Le M.M.M. était à deux doigts de prendre le pouvoir en ce 20 décembre 1976. Pendant 9 jours, le pays vécut dans l'incertitude. Sir Seewoosagar Ramgoolam, finalement, fit une nouvelle coalition à la hâte avec le même parti qu'il avait botté hors du gouvernement en 1973. Ce n'était pas la première fois. Et ce ne fut pas la dernière.

Le M.M.M. décida de constituer l'Opposition parlementaire pour forcer un virage à gauche du Parti Travailleiste. Il devint la plus puissante Opposition parlementaire que l'île Maurice ait connue. Puissante par le nombre de ses élus, mais aussi par la qualité de son action.

Dans l'hémicycle rouge-sang de l'Assemblée législative, cette première réunion dans l'après-midi du 28 décembre 1976, sera en tout point symbolique de l'action que le M.M.M. mènera sans relâche, par la suite, au Parlement: une action de remise en question des idées reçues, doublée d'une volonté de relever le défi du jeu parlementaire pratiqué avec maestria et cynisme depuis des décennies par des hommes d'un autre temps.

C'est ainsi qu'immédiatement après avoir prêté le serment d'allégeance prescrit par la Constitution, les 34 députés M.M.M. devaient manifester, ce même mardi 28 décembre 1976, leur refus du symbolisme néo-colonial en boycottant la cérémonie d'ouverture de la nouvelle session parlementaire qui se réunissait "In the name of Her Majesty Elizabeth II, Queen of Mauritius and of other Realms and Territories, Head of the Commonwealth".

Paul Bérenger se souvient que sept ans auparavant, en septembre 1969, le M.M.M. n'avait pas eu peur d'affronter mille dangers pour protester contre la venue à Maurice de la princesse Alexandra et de son mari, Angus Ogilvy, l'incarnation du capitalisme et du conservatisme.

Quelques heures plus tard, l'élection du "Deputy Speaker" et celle du "Deputy Chairman of Committees" provoquaient la première épreuve de force parlementaire.

Dans des circonstances différentes et en empruntant d'autres formules, le M.M.M. harcèlera le frêle pouvoir de la majorité gouvernementale, issue des élections générales du 20 décembre.

Au début de 1977, le M.M.M. devint la plus puissante Opposition parlementaire de notre histoire après avoir été la seule opposition extra-parlementaire pendant sept longues années face à la coalition-répression P.Tr.-P.M.S.D. La presse indépendante et l'opinion publique ont été unanimes à reconnaître que l'action parlementaire du M.M.M. dans



Premier groupe parlementaire en 1976



Députés et conseillers MMM jetés en prison pour avoir manifesté contre l'augmentation exagérée du prix du ticket d'autobus.

l'Opposition a été des plus positives.



Le point le plus saillant de cette action parlementaire fut le rappel de l'Assemblée en pleines vacances d'hiver pour légiférer sur la compensation salariale de 1977. C'était un épisode sans précédent dans les annales de notre Parlement.

La présence en force du M.M.M. oblige le gouvernement de coalition avec sa majorité précaire de gouverner par des "Select Committees" de l'Assemblée. Mais la majorité gouvernementale ne laisse pas passer l'occasion d'empêcher le Parlement de jouer pleinement son rôle. La présence du M.M.M. et le langage qu'il tient obligent les backbenchers travaillistes de venir avec des motions à caractère socialisant pour ne pas perdre la face devant les masses populaires. En dépit des limitations imposées par les règlements intérieurs de l'Assemblée législative et le pouvoir restreint du **Public Accounts Committee** (PAC), les députés M.M.M., par leurs interventions de haute facture et des questions parlementaires pertinentes, font éclater au grand jour des cas scandaleux de corruption et de favoritisme qui ne manquent pas d'éclabousser le régime en place.

Cette opposition M.M.M. devait, en effet, révolutionner la pratique parlementaire et donner à cette vieille institution une vigueur nouvelle. **«Le Parlement, devait souligner la grande presse, aura été le théâtre d'activités intenses dans tous les domaines des procédures parlementaires»**. Réuni pour la première fois le 28 décembre 1976, soit 7 jours après la proclamation des résultats des élections du 20 décembre, le Parlement a accompli un travail remarquable: 160 séances parlementaires organisées, certaines se terminant aux petites heures du matin; 203 projets de loi adoptés; 11 comités d'élite de parlementaires mis sur pied; 20 motions de rejet présentées; 3,305 questions parlementaires présentées aux ministres au cours de trois ans; 105 motions soumises au secrétariat du Parlement dont trois seulement ont été débattues, et deux motions de censure ainsi que deux pétitions publiques portées devant la Chambre.

L'organe officiel du M.M.M., **Le Nouveau Militant**, avait situé ainsi l'expérience des députés du parti:

«Au fil des mois, l'action parlementaire du M.M.M. va s'articuler autour de deux axes principaux: d'une part, les députés du parti vont utiliser à fond ce forum privilégié pour présenter au gouvernement et à la population dans son ensemble, l'alternative socialiste que représente le M.M.M. en explicitant son programme gouvernemental, ses grandes options et la cohérence de ses propositions. Pour la première fois dans l'île Maurice post-indépendance, le débat idéologique va entrer à l'Assemblée nationale. Débat est peut-être un bien grand mot, car les ignares politiques bien assis en face de nous ne pourront jamais nous contrer sur le terrain des idées, choisissant de porter la rhétorique sur le plan de l'invective facile, des clichés anachroniques et de l'insulte personnelle.

«Parallèlement à ce souci d'ouvrir les horizons parlementaires et d'engager des débats de fond sur le modèle de société qui doit être celui de l'île Maurice sous-développée, le groupe parlementaire M.M.M. va également s'astreindre à l'analyse des propositions gouvernementales, dans le cadre politico-économique actuel. Cet exercice aura été utile à bien des égards. D'abord, il aura permis à nos députés d'acquérir une connaissance de plus en plus profonde des rouages d'une administration capitaliste type. Mais le mérite principal de cette stratégie réside dans la démonstration faite systématiquement de la faillite du système. La

qualité de nos dossiers, la connaissance exprimée des grands problèmes du pays, la méthode de nos analyses sont sans commune mesure avec les interventions décousues des bancs gouvernementaux. Sur ce plan donc, il ne peut faire de doute que le groupe parlementaire M.M.M. a rempli son contrat. Conscient des limites pesantes du système parlementaire mauricien, vieille copie de Westminster, le M.M.M. ne pouvait prétendre à de plus grandes réalisations parlementaires. Il a présenté l'alternative socialiste, il a démontré la faillite du type de développement prôné par la majorité gouvernementale, il a formulé des contre-propositions, mais encore et surtout, il a fait entendre à l'Assemblée législative, haut et forte, la voix des travailleurs et des syndicats.

«Pour ce faire, le M.M.M. a très rapidement maîtrisé toutes les subtilités des pratiques parlementaires. Dès la première session de 1977, le traditionnel discours du trône va donner l'occasion au groupe parlementaire de démontrer avec sérieux l'ampleur des graves problèmes affectant le pays.

«La crise économique en particulier fera l'objet de commentaires approfondis. Déjà les premiers discours des élus M.M.M. mettent le doigt sur les problèmes fondamentaux du pays, alors peu débattus en public. Les interventions M.M.M. insistent, dès mars 77, sur une crise économique sans précédent à venir. Nous discutons de déficits budgétaires massifs à prévoir, de la dette publique, de l'émiettement irréversible de devises étrangères, d'une nouvelle flambée de l'inflation, de l'austérité prévisible, de ralentissement inévitable de l'investissement, de la faillite de la diversification agricole, de la dévaluation à venir. Nous prévoyons des crises graves dans le transport, le port, et le système de l'éducation. Nous prévoyons que la poursuite de la politique du régime mènera le pays à la catastrophe et amènera une période de tension sociale. Nous déclarons sans ambiguïté que nous entendons assumer un rôle "d'Opposition profondément constructive", mais nous nous heurtons à un refus arrogant et imbécile d'analyse de nos contre-propositions, même s'il est vrai que le premier orateur à prendre la parole, des bancs du gouvernement, sir Harold Walter, rendra hommage à la qualité de nos interventions. Citant Ruskin — on sait sir Harold très friand de vieilles citations anglaises — il constatera que "very often the pupils that are trained and taught go beyond the master". Il reconnaîtra que nos interventions ont été "very interesting", il parlera de "high level debate", des "erudite speeches", mais tous les orateurs du gouvernement vont s'évertuer à s'enfermer dans leurs idées surannées, incapables de se libérer du schéma idéologique hérité. Cette première expérience de ce qu'il convient d'appeler "le jeu parlementaire" nous laissera un certain sentiment d'impuissance et même d'amertume.

«Voilà des adversaires politiques qui reconnaissent volontiers en privé, et même publiquement, le bien-fondé de nos propositions, mais qui vont quand même systématiquement les combattre par la seule loi du nombre et en dépit du simple bon sens.

«Si les débats sur le discours du trône de 1977, comme ceux des années suivantes, comme d'ailleurs les débats sur le discours du budget seront l'occasion pour le M.M.M. de prouver la faillite du système et de formuler nos contre-propositions socialistes — l'étude des estimations budgétaires nous permettra de porter l'attaque sur un autre terrain. L'analyse minutieuse de chaque item de dépenses gouvernementales, en nous appuyant sur les travaux du directeur de l'Audit tel que contenus dans son rapport annuel, et le rapport d'un

Public Accounts Committee revigoré, va mettre à nu les fantaisies administratives du gouvernement, le gaspillage institutionnel de nos maigres ressources financières et la corruption généralisée. Le harcèlement de l'Opposition sera tel, les interventions si nombreuses que, lors des débats sur les estimations budgétaires 79-80, malgré plusieurs larges séances de nuit, le Speaker a dû avoir recours à la "guillotine" pour limiter les débats. Ce qui est, paraît-il, sans précédent dans nos annales parlementaires».

Alors que le M.M.M. abordait avec sérénité cette nouvelle phase de sa vie politique, le Parti Travailleiste, lui, devait être secoué par des remous internes d'une gravité sans précédent. Sir Seewoosagur Ramgoolam, de moins en moins à l'écoute des aspirations du pays, devait ainsi commettre l'erreur fatale de ne pas écouter les voix nouvelles qui, de l'intérieur de son parti, appelaient le renouveau.

Harish Boodhoo, Rohit Beedassy et Radha Gungoosingh, élus députés pour la première fois en décembre 1976, menaient une action dans le pays en faveur de profondes réformes au sein de leur parti. Mais ils devaient se heurter à l'arrogance et à l'immobilisme d'une vieille garde ancrée dans des habitudes autoritaires.

Sir Seewoosagur Ramgoolam et les anciens du parti, embri-gadés dans une nouvelle coalition avec le P.M.S.D., ne voulurent pas entendre parler de "réorganisation", de "retour à la masse", de "socialisme" ou "d'épuration". En fin de compte, le parti choisit plutôt de se débarrasser de ses "contestataires" qui l'invitaient à revenir à sa source première.

Mais Boodhoo et ses camarades, expulsés du Parti Travailleiste, se lancèrent dans une vaste campagne à travers le pays contre la fraude, la corruption et le favoritisme, qui étaient devenus les traits caractéristiques du Parti Travailleiste.

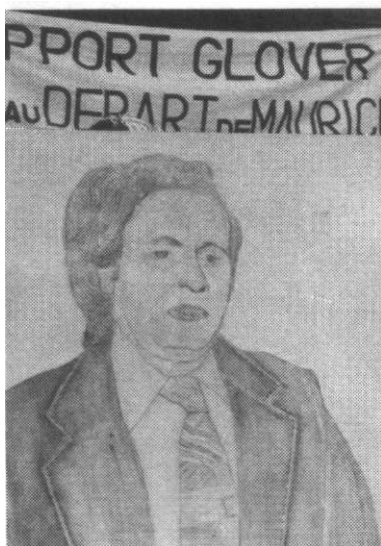
Cette campagne devait culminer, en 1978, à l'établissement d'une commission d'enquête sur deux ministres du gouvernement Ramgoolam, Lutchmeeparsad Badry, ministre de la Sécurité sociale, et Giandeo Daby, ministre des Coopératives, qui furent trouvés coupables de divers délits par la commission Glover.

Sous la pression populaire, les deux ministres furent démis de leurs fonctions, mais restèrent au Parti Travailleiste. Daby fut même fait "Chief Whip" du gouvernement.

Boodhoo, Beedassy et Gungoosingh entreprirent alors de créer leur propre parti, le Parti Socialiste Mauricien (P.S.M.). Ils estimaient que le Parti Travailleiste de sir Seewoosagur Ramgoolam avait trahi l'esprit de lutte menée par les Travailleistes des années 30 à 50. «**Le Parti Travailleiste ne représente plus le socialisme que Ramgoolam lui-même a souhaité dans les années 50**», clamait à travers ses meetings, le P.S.M.

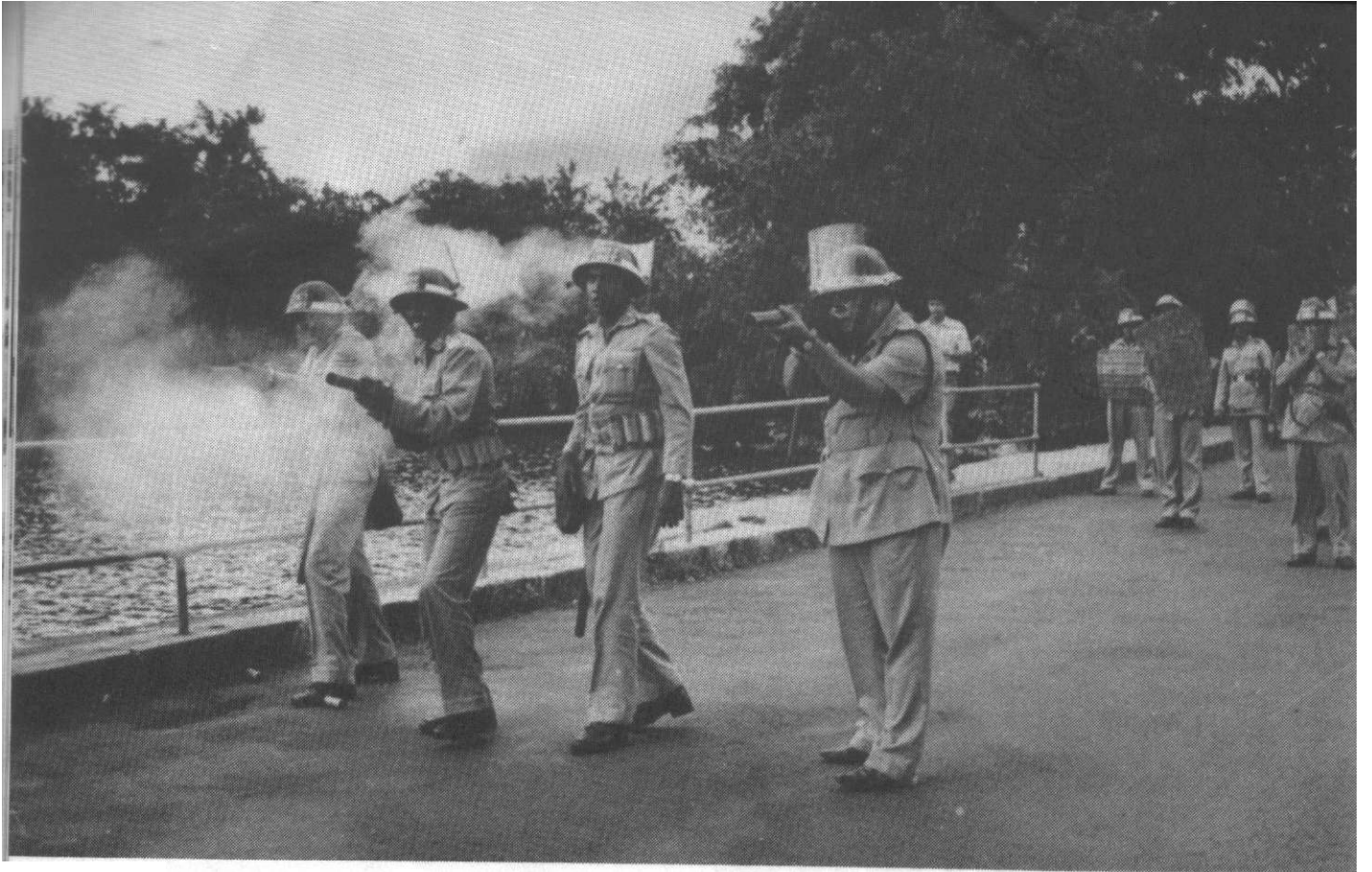
Il était naturel, dès lors, que le M.M.M. et le P.S.M., qui se réclamaient du socialisme et qui, tous deux, s'estimaient héritiers des luttes passées du Parti Travailleiste, se retrouvent dans un même combat contre les mêmes trahisons.

Déjà à l'Assemblée législative, une remarquable cohésion s'était manifestée entre le M.M.M. et le P.S.M., qui menaient un combat sans merci contre le régime qui accablait la population et qui, chaque jour, enfonçait davantage le pays dans une crise



économique et sociale très grave. Les jalons étaient posés pour la rencontre de ces deux partis frères.

Dès la fin de 1980 et le début de 1981, les états-majors des deux partis se mirent autour d'une table pour partager plus profondément leur analyse des causes de la crise généralisée dans le pays. Il apparut bien vite que les deux partis partageaient la même analyse et proposaient des solutions convergentes. Après quelques semaines de réflexions communes, l'alliance M.M.M.-P.S.M. put offrir au pays un programme commun de gouvernement qui venait combler ses besoins d'unité et de changement.



Des femmes-laboureurs venues manifester leur soutien aux grévistes de la faim. De dos, Bidianand Jhurry, syndicaliste, aujourd'hui candidat aux élections.

CHAPITRE VII

Les grèves de 1979

Sur le plan social, la GWF se place, comme d'habitude, à l'avant-garde du combat pour le bien-être de la classe ouvrière.

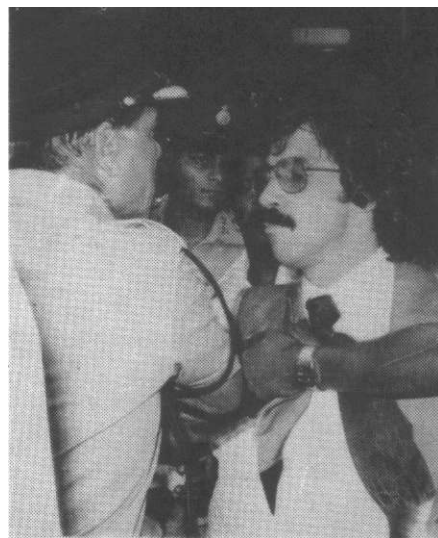
Dès le début de janvier 1977, tandis que la GWF réclame l'introduction de la semaine de 40 heures dans le secteur privé, les syndicats affiliés à la fédération mènent campagne contre l'**Industrial Relations Act** (IRA). Au début d'octobre de la même année, SILU et UASI obtiennent leurs "**representational status**" à FUEL et à Médine, et dans le port, à l'usine à sacs comme dans l'industrie du transport en commun, commencent des grèves.

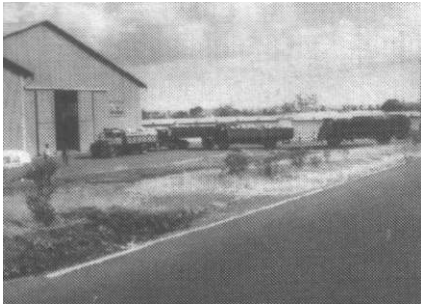
Ces syndicats sont rejoints, dès 1978, par d'autres, tel le **CEBWU** qui déclenche un "sit-in" sur tous les sites de travail de ce corps paratatique. Pendant 12 jours (du 12 au 23 mars), les dirigeants de la **Merchant Navy & Fishing Vessels Employées' Union**, de leur côté, font une grève de la faim pour réclamer du travail pour les marins chômeurs.

Dans tous les secteurs de l'économie, les travailleurs doivent se battre soit pour obtenir de meilleures conditions d'emplois, soit pour obliger les autorités à reconnaître leurs syndicats. Les demandes ne sont jamais agréées sans que les salariés n'aient besoin de se mettre en grève.

Le gouvernement P.Tr.-P.M.S.D. a recours à la répression pour briser les grèves. A Solitude, le 27 avril 1978, les laboureurs et les artisans font une grève symbolique et leur manifestation est brisée par la police qui charge les travailleurs au gaz et au bâton. Et deux mois plus tard, lorsque les dockers et les stevedores réclament des garanties en marge de l'introduction du vrac, quatorze militants sont jetés en prison. Il s'ensuit alors une grève perlée dans le port.

De son côté, l'industrie du transport a recours à une grève générale pour protester contre les recommandations du NRB et, lorsque le gouvernement nomme un conciliateur, une augmentation salariale de 7% est accordée aux travailleurs. Le 15 décembre, soit après deux ans de lutte, le système de "**semaine de 40 heures**" entre en vigueur dans l'industrie du transport.





En 1979, les travailleurs du port, groupés au sein de la PLHDWU dont Paul Bérenger est le négociateur, enregistrent une grande victoire. Car déjà le 9 janvier, un accord est conclu entre la PLHDWU, la MMA et les employeurs du port, concernant l'utilisation des quais en eau profonde et, à la fin d'avril, les négociations sur le vrac prennent fin: tous les travailleurs comptant 15 ans de service obtiennent la full compensation en cas de licenciement après l'introduction du vrac.

Cependant, la situation pour les membres de la SILU et de l'UASI est loin d'être satisfaisante: une nouvelle demande de reconnaissance de leurs syndicats est rejetée le 16 juillet. Le 7 du mois suivant, des grèves ont lieu dans l'industrie sucrière, déclenchées par la SILU, l'UASI et l'OUA; cette dernière venue prêterait main forte aux deux syndicats de la GWF. La fédération syndicale militante lance un appel au gouvernement pour débloquer la situation, mais en vain; la grève alors s'étend aux différents secteurs du port, transports, etc. Le 19 août, la GWF et la FTU tiennent un meeting commun à Place du Quai et réitèrent leur appel, mais devant l'attitude peu conciliante des autorités, Paul Bérenger et les dirigeants de la GWF et de la FTU décident d'entamer une grève de la faim au Jardin de la Compagnie.

Le M.M.M. en tant qu'Opposition parlementaire, multiplie les démarches auprès du gouvernement pour que celui-ci fasse preuve de bon sens, mais en vain.

Les travailleurs manifestent et apportent leur soutien à Paul Bérenger et à ses camarades grévistes de la faim. Des incidents ont lieu près du Jardin de la Compagnie et, comme à l'accoutumée, le gouvernement fait usage de violence et emploie la manière forte. Des cartouches de gaz, utilisées par la "Riot Unit", tombent dans la tente des grévistes.

Le gouvernement décide de décréter le Jardin de la Compagnie zone interdite, et le lord-maire de Port-Louis, Krishna Baligadoo, est arrêté.

Le 23 août, s'ensuit une vague de licenciements dans différents secteurs: la **Vacoas Transport** et la **Moka-Flacq** ferment boutique.

En décembre, la GWF revient à la charge. Elle manifeste son mécontentement, car le gouvernement ne respecte point l'accord du 23 août concernant les travailleurs licenciés.

Les dirigeants de la GWF déclenchent une nouvelle grève de la faim le 23 décembre, deux jours avant Noël.

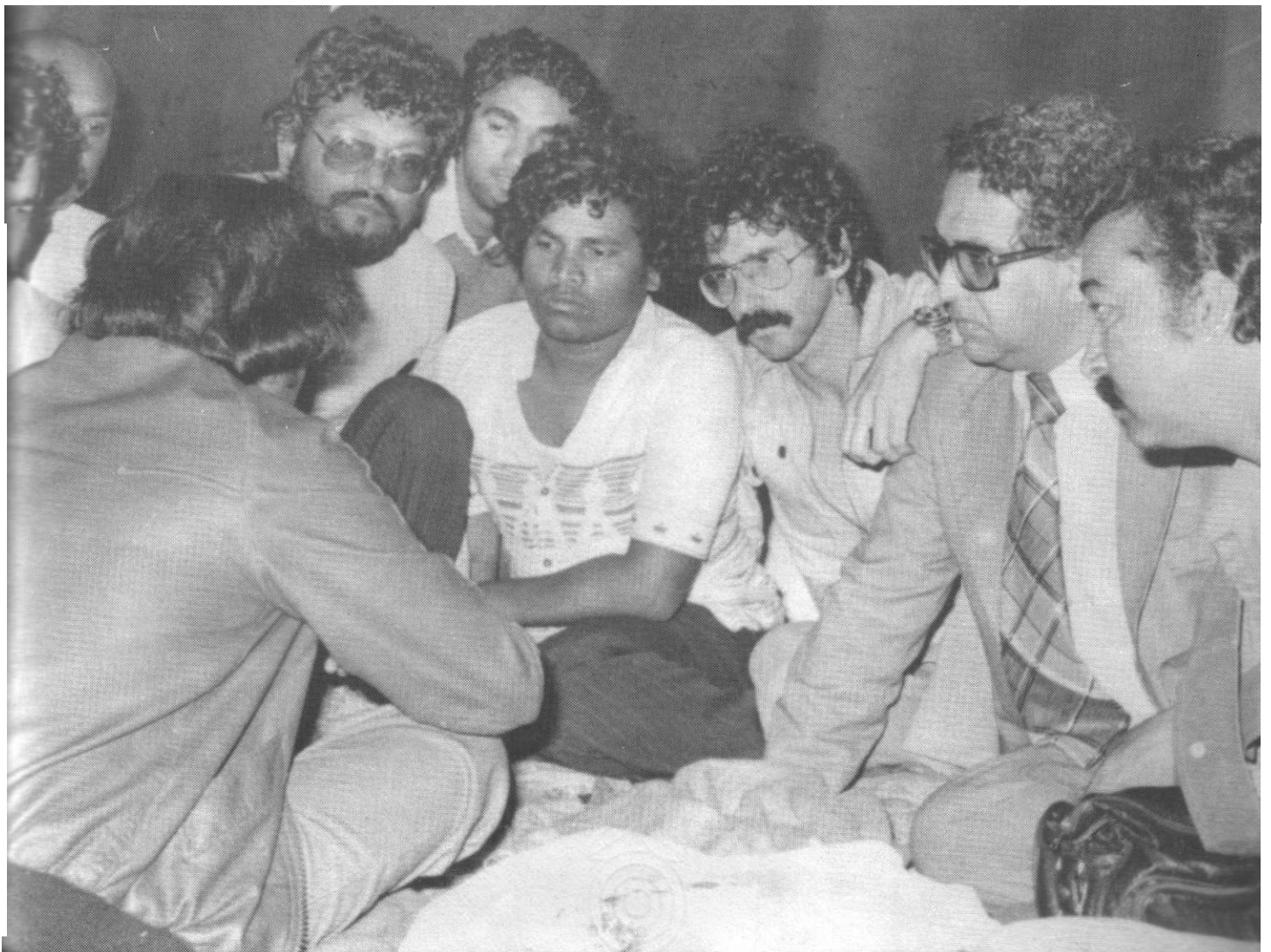
Sur un autre plan, les syndicats se battent pour obtenir une compensation salariale. Le ministre des Finances du gouvernement P.Tr.-P.M.S.D., sir Veerasamy Ringadoo, devait, le 19 octobre, dévaluer la roupie de 30% et proposer une compensation de 4%. Le Front Syndical National et la General Workers Fédération rejettent catégoriquement cette offre, et le gouvernement fut forcé de proposer une compensation post-dévaluation de 13%.

Le 24 décembre 1979, la GWF et le gouvernement reprennent les négociations concernant les travailleurs licenciés à la suite de la grève d'août. Craignant une nouvelle détérioration de la situation au moment même où Paul Bérenger et ses camarades entamaient déjà une nouvelle grève de la faim, le gouvernement décida que les travailleurs licenciés recevraient chacun la somme de Rs 200.00 pour les fêtes de Noël et du nouvel An.



Geste provoquant de M. Yusuf Mohamed, alors ministre du Travail à l'égard des représentants des travailleurs, lors des grèves d'août 1979.

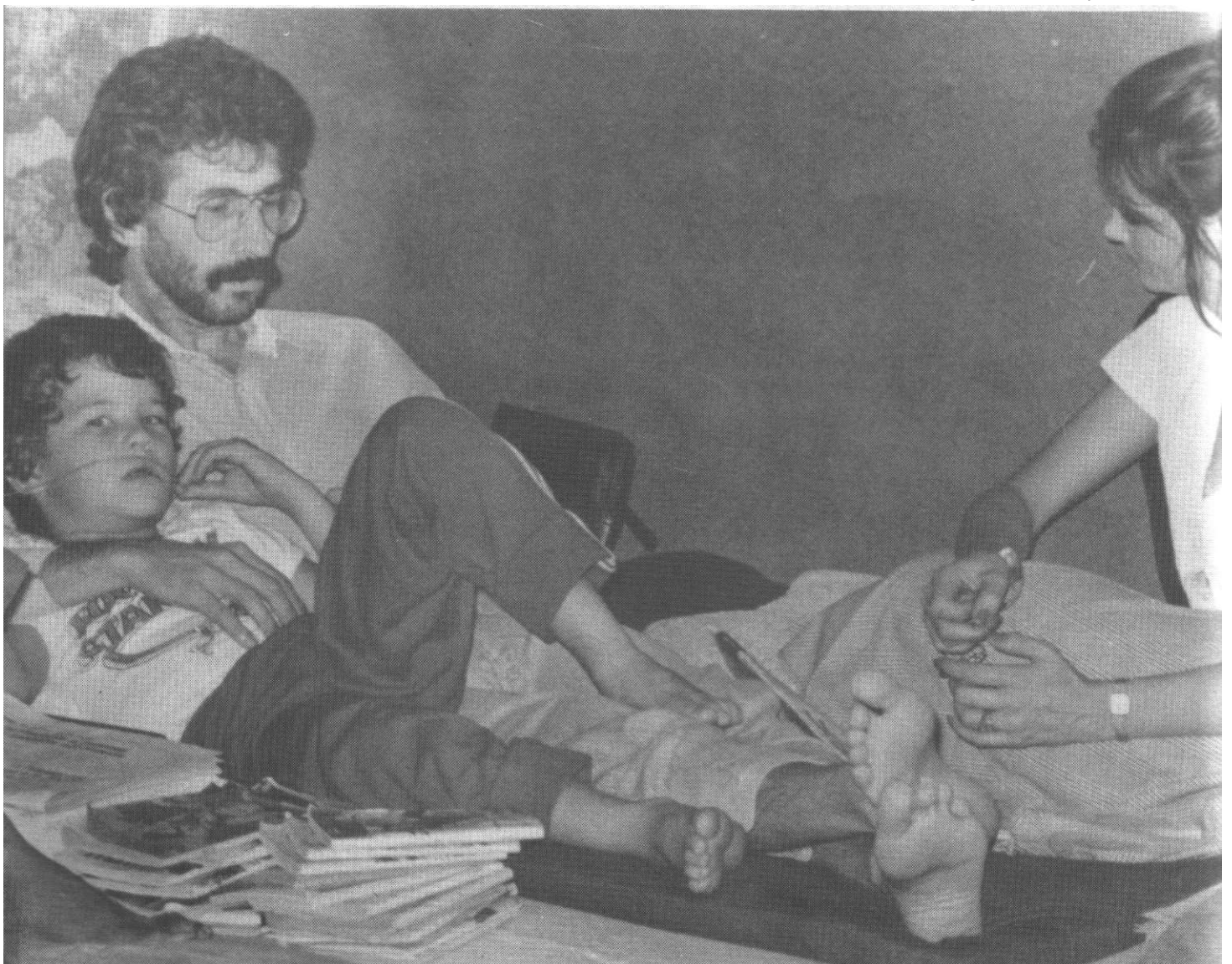
M. Harish Boodhoo rendant visite aux grévistes de la faim au Jardin de la Compagnie.





*Grève de la
faim 1979...*

grève de la faim 1980.





*Grève de la faim
de 1980 pour
faire respecter les
accords de 1979.*



M.M.M. et la lutte des femmes

LES femmes ne furent pas laissées pour compte dans la lutte menée par le M.M.M. Celles de l'industrie sucrière avaient déjà montré leur conscience, leur militantisme, leur combativité depuis les mouvements des années 30 et 40. Dans les villes, par contre, les femmes, pour diverses raisons, étaient moins militantes, moins combattives, alors qu'elles étaient exploitées impitoyablement. La GWF, consciente de cela, s'est occupée à les organiser.



Dès la naissance du M.M.M., en 1969, des femmes militaient de la même manière que les hommes, surtout pendant les heures les plus sombres de la répression. Elles ont manifesté au mois d'avril 1972, au Jardin de la Compagnie, dans les villes et les villages, pour réclamer la mise en liberté des leaders et des syndicalistes M.M.M. Déjà, le premier programme gouvernemental du M.M.M. prônait la promotion des droits de la femme et exprimait le désir du parti d'aider et d'encourager les mouvements féministes.



Mais il n'y existait pas, à l'époque, de mouvement féministe. Vers la fin de 1974, une série de facteurs devaient inciter le M.M.M. à mettre sur pied un comité mixte pour analyser la condition féminine à Maurice et tenter de dégager un programme en conséquence. Bien vite, les militantes se rendirent compte qu'un comité mixte ne pouvait fonctionner à ce niveau, puisqu'à l'intérieur même du comité, les schémas traditionnels de comportement étaient en contradiction fondamentale avec l'objectif du comité. C'est pourquoi les militantes décidèrent de créer un mouvement des femmes autonome qui lutterait pour la libération de la Femme: la "Ligue Féministe" était née.



Cette "Ligue Féministe" devait mener le combat avec le "Muvman Liberasyon Fam" et la section féminine du "Mouvement Chrétien pour le Socialisme" et celle du M.M.M.S.P. pour devenir, dans un deuxième temps, le mouvement "Solidarité Fam", qui est un élargissement de ce Front Commun qui regroupe toutes les organisations de femmes progressistes ainsi que des femmes n'appartenant à aucune organisation. Le M.M.M. est un des rares partis politiques à reconnaître aux femmes le droit de s'organiser (entre elles) pour mener la lutte. La plupart des partis essaient d'**encadrer** les femmes et les encouragent à s'organiser à l'intérieur du parti. Cela implique deux choses: d'une part, "la camarade" est membre d'une section de son parti au lieu d'en être membre à part entière, au même titre que ses "camarades masculins". D'autre part, les partis ayant encore des effectifs à majorité masculine, contrôlent la "section féminine" qui est dans tous les cas en position de dépendance.

A aucun moment, le M.M.M. n'a essayé de s'ingérer dans les affaires de la "Ligue Féministe" ou de "Solidarité Fam".

Aussi loin qu'en 1973, le 18 avril, le Bureau Politique du M.M.M. élit une femme, Sheila Bappoo, à la présidence du parti. Aujourd'hui, Vidula Nababsing, Arianne Navarre-Marie, Joceline Minerve et Shirin Aumeeruddy-Cziffra ont reçu l'investiture du parti pour être candidates, au même titre "que leurs collègues hommes, afin de représenter les Mauriciens et les Mauriciennes à l'Assemblée législative.

CHAPITRE VIII

Consécration d'une lutte

A partir de 1979, le MMM se présente déjà comme un parti sérieux auquel les Mauriciens peuvent faire confiance et qui offre une alternative sérieuse, valable et raisonnable aux vieux fossiles qui président aux destinées du pays et du Parti Travailleiste. Depuis le 23 octobre 1979, date de la première dévaluation, on parle davantage économie que de politique à Maurice.

Vers la mi-décembre 1980, les jalons pour une alliance électorale MMM/PSM (42 sièges au MMM et 18 au PSM et le champ libre à l'OPR à Rodrigues) sont déjà posés. L'alliance se fera non sans peine dans les premières semaines de 1982.

Au moment où sont promulgués les **Writs of Elections** (le 15 février 1982) pour les élections de juin seule l'alliance MMM/PSM est fin prête. Au "**Nomination Day**", le 30 avril, 362 candidats sont enregistrés et la circonscription No. 5 celle de sir Seewoosagur Ramgoolam compte un nombre record de 43 candidats ; mais avant la date limite prévue par la loi, 51 candidats se désistent, ne laissant en lice que 311 candidats pour les élections du 11 juin 1982.

Au lendemain du "**Nomination Day**", la population respire car les valse d'hésitations et de tergiversations au sein du PTr ont cessé. La vraie campagne démarre.

Le Parti Travailleiste a été incapable de présenter un front uni et homogène, car les démarches de Ramgoolam pour parvenir à un accord avec ses partenaires hostiles à l'alliance MMM/PSM ont échoué.

Le RPL qui voulait faire une alliance avec le PTr, mais ne voulant nullement cautionner le passé du Labour allait laisser des plumes très tôt car avant même les élections, la moitié de ses membres fondateurs préféra s'éloigner sur la pointe des pieds.

Le groupe François, qui tire ses origines des tiraillements qui ont secoué le PMSD tout le long de 1981 et qui ont mis d'abord aux prises le président du parti, Paul Chong Leong et le leader, Gaétan Duval, devait prendre carrément position contre le PMSD sur une question de représentativité.

A partir de mai-juin 1981, la cassure se fait entre le leader parlementaire, Eliézer François et le leader extra-parlementaire Gaëtan Duval. La cassure intervient au moment où Gaëtan Duval donne l'ordre à ses troupes de ne pas voter la compensation salariale que Ramgoolam veut accorder aux travailleurs de l'industrie sucrière. Seuls Ghislaine Henry, Nicol François et Pierre Simonet respectent la consigne de Duval. Mais le groupe François ne parviendra pas, malgré d'énormes efforts sur le terrain, à s'imposer en tant que parti politique.

Gaëtan Duval, de son côté, exige le titre de "**seul représentant de la population générale**" apportant par la même plus de grincements.

A l'intérieur même du Parti Travailleiste quatre clans se livrent à une lutte fratricide. En fin de compte, le clan boolelliste semble prendre le dessus sur ceux de Jagatsingh, de Ringadoo et de Ghurburrun. Duval finit par consentir à rencontrer Ramgoolam après avoir reçu le titre tant convoité. "**Dear Gaëtan, lui écrit Jagatsingh le secrétaire du PTr, I am now in position to inform you that the Mauritius Labour Party will discuss with you as the SOLE REPRESENTATIVE of the General Population**".

La trahison du Parti Travailleiste est consommée.

Mais mécontents de ce rapprochement PTr/PMSD, le RPL et le groupe François se retirent de l'alliance.

Nouvel échec pour Ramgoolam. Il propose une alliance entre le PMSD et un parti de l'Indépendance qui réunira le PTr, le CAM, le RPL et le Groupe François. Mais Duval ne veut pas entendre parler d'alliance avec Philippe Blackburn et Eliézer François. En fin de compte, Ramgoolam est obligé de se contenter d'une demi-alliance avec le RPL et le Groupe François, qui portera le nom du "**Parti de l'Alliance Nationale**" (PAN).

Après toutes les difficultés pour accoucher du PAN suivirent les fastidieux et multiples changements au niveau de la liste finale des candidats du parti. A toute heure du jour et de la nuit se succédèrent des listes provisoires des candidats du PAN.

Ce sera un véritable carrousel, lorsqu'il s'agira de placer des candidats au niveau des circonscriptions.

À la veille du Nomination Day le PTr perd le CAM qui met fin à 25 ans d'alliance fidèle. Une nouvelle tentative de raccommodage PTr/PMSD échoue, ce qui n'empêchera toutefois pas le PTr de continuer à rêver tout haut d'un possible arrangement avec Duval.

Au lendemain du Nomination Day, le Parti Travailleiste sort les vieux clichés de son tiroir: "**Le PTr est le seul garant des libertés démocratiques**", tandis que le MMM représente "**la dictature**". "**L'île Maurice ne doit pas basculer dans le camp communiste**" et on précise même que "**si le PTr a dû renvoyer les élections en 1969, il l'a fait dans le respect de la démocratie**", tandis qu'avec le MMM "**il n'y aura pas d'élections**" et on jette au nez de la population des rengaines: "**Ah, si les jeunes savaient ce qui s'est passé en Guyane, au Fidji et au Surinam**"; "**ces élections sont les plus importantes de l'histoire de l'île Maurice**", "**La vraie lutte se fera entre Ramgoolam et Bérenger**".

En effet, Paul Bérenger était l'homme à détruire politiquement.

Le germe de la trahison?

La campagne électorale est marquée par plusieurs points forts que les Mauriciens n'oublieront pas de si tôt. Ce qui frappe davantage ce sont les **spots publicitaires** à la télévision qui visent essentiellement Paul Bérenger. Mais l'effet du choc passera bien vite car le PTr ne trouvera pas les moyens de relancer le débat en sa faveur, et les électeurs finiront par se lasser des spots publicitaires. Et la campagne télévisée officielle rétablira bien vite la balance en faveur du MMM.

Cependant, les Mauriciens seront davantage choqués par une idée ancée par Aneerood Jugnauth. En effet, interviewé par **Le Mauricien** quelques jours avant les élections, Jugnauth confie contre toute attente qu'en cas de victoire MMM/PSM il proposera à Ramgoolam de devenir e président de la République. Informé de la chose, Ramgoolam déclare qu'il serait **"heureux de servir à n'importe quel poste"**, mais de toute façon **"zotte pas pou gagne élections"**. La gauche accueille avec un silence gêné cette nouvelle tandis que le Parti Travailleiste et l'extrême gauche soulignent que la base n'apprécie guère cette fleur faite à adversaire.

D'autres bombes seront utilisées et **L'Express** se mettra de la partie pour reprendre une information de **"Newsweek"** selon laquelle faute de pouvoir reprendre Diego Garcia, un gouvernement MMM pourrait offrir des facilités à l'URSS, tandis que le Parti Travailleiste fera eclater l'ULTIME BOMBE: **"Les documents libyens"**.

En effet, dans la semaine même des élections le ministère de Information remet à la presse une série de documents concernant la Libye et le MMM/PSM.

La presse travailleiste laisse eclater sa joie: **"Le gouvernement publie des documents compromettants sur le MMM et la Libye"**. Il est fait allusion à la politique supposément pro-musulmane et anti-hindoue du MMM, et aux nombreux voyages de Paul Bérenger aux Seychelles.

La presse indépendante cependant dénonce vivement cette fausseté. Le **"Nouveau Militant"** parle de "documents publiés par le bureau du Premier ministre" et de "sale besogne de mercenaires rangers", **L'Express**, plus prudent, parle de **"documents suspects"** tandis que **Le Mauricien** soulève, pour sa part, le fait que l'aigle des armoiries libyennes figurant sur les documents regarde du mauvais côté.

Le bureau du Premier ministre essaie d'expliquer les "erreurs" mais l'effet boomerang est tellement fort que Ramgoolam participant à un meeting, préfère ne pas évoquer ces documents libyens.

Le MMM dénonce alors le monumental faux pas des "carapattes" et rend hommage à la population mauricienne **"qui n'est pas tombée le piège raciste et communal"** du Parti Travailleiste

Jugnauth dira: **"J'ai presque pitié pour Ramgoolam"**.

Le 11 juin 1982, les populations mauricienne et rodriguaise président du sort du Parti travailleiste et de son allié de toujours le Parti Mauricien Social Démocrate. A Maurice comme à Rodrigues règne un calme parfait. Le 12 juin 1982, une vague de changement balaye quarante ans de ramgoolamisme et l'espoir se lève aux quatre coins du pays. Les 60 candidats de l'alliance MMM/PSM sont élus. Aucun candidat travailleiste ou PMSD n'est élu.

60-0





6 juin 1982 — l'immense foule à Place du Quai annonce la victoire.

20 JUIN 1982





Un travail d'équipe pourtant bien commencé. Mais le ver était dans le fruit...

CHAMP

DE
MARS



Jamais victoire politique ne fut célébrée dans un tel élan d'unité et d'espoir.



Dans la soirée, les leaders du MMM/PSM ont rendez-vous avec la nation mauricienne. A 19 heures à la télévision, quand ils s'adressent aux Mauriciens, le premier message sera avant tout celui de la reconstruction et de la réconciliation nationale.

Paul Bérenger promet que la Constitution sera modifiée au plus tôt pour rendre obligatoire des élections générales tous les cinq ans, le rétablissement des élections partielles et villageoises. La démocratie sera consolidée.

CHAPITRE IX

La trahison

QUATRE mois après son entrée en fonction, le 15 juin 1982, le gouvernement MMM/PSM/OPR allait connaître en octobre une grave crise qui allait secouer l'île Maurice.

Le manque de solidarité de certains ministres PSM au sein du gouvernement devenait flagrant. Le PSM ouvrait de plus en plus grande la porte pour accueillir les orphelins travaillistes et se laissait conseiller par Ramgoolam. Les actions de sabotage contre Paul Bérenger se multipliaient.

Les trahisons se succéderont. Elles seront amplifiées par la presse travailliste qui vole au secours de Boodhoo pour mieux s'acharner contre Paul Bérenger. L'organe de presse du PSM, «Le Socialiste», réalisera l'exploit d'être le premier journal gouvernemental d'opposition.

Pour les membres du PSM et pour les travaillistes, Paul Bérenger est l'homme à abattre. Aneerood Jugnauth ne lèvera pas le petit doigt pour défendre son ministre des Finances. Pire, lors d'un meeting à Triolet, le Premier ministre frappe lui-même dans le dos son ministre des Finances.

Les relations entre MMM et PSM au sein du conseil des ministres devaient très vite se détériorer. La crise allait se préciser avec le retour de Paul Bérenger, d'une mission aux Etats-Unis où il avait participé aux assemblées générales du FMI, de la BM et des ministres des Finances du Commonwealth. Paul Bérenger ramenait de bonnes nouvelles : aucune autre dévaluation imposée, une aide française de Rs 110 millions pour l'agrandissement de l'aéroport de Plaisance et pour l'amélioration du système routier, une aide de Rs 720 millions du FMI à la balance des paiements et Rs 450 millions de la BM pour un second «**Structural Adjustment Loan**».

Mais les négociations avec les institutions internationales sont délicates. Il faut une solidarité gouvernementale à toute épreuve et l'acceptation d'une politique de rigueur.

Paul Bérenger déclare ne pas trouver au gouvernement cette

solidarité. Il menace de démissionner, s'il n'y a pas, au gouvernement, une meilleure appréciation de la crise économique. Malgré tout le Premier ministre lui-même ne prête aucune attention à cet appel au bon sens.

En ce début d'octobre, une première différence d'appréciation sur la philosophie guidant la gestion des organismes para-publics devait mettre à jour la distance qui sépare le MMM du PSM. Le MMM fit amender la loi réformant la MBC pour octroyer plus d'autonomie à la corporation, alors que le PSM devait insister, mais sans succès, pour un maximum d'interventions ministérielles. La veille de la présentation du projet de loi au Parlement, le 4 octobre, le PSM votait pour la rupture avec le MMM à 13 contre 3 au sein de son groupe parlementaire, cette rupture devant intervenir au moment opportun, c'est-à-dire sur l'application d'une des mesures difficiles adoptées lors de la présentation du budget. Le malaise grandissant au fil des jours et finalement, n'en pouvant plus, le ministre des Finances démissionne le 19 octobre 1982.

Une onde de choc secoue le pays.

Diverses tentatives pour ramener Paul Bérenger échouent. Le PSM clame sa «solidarité» avec le Premier ministre. Ce dernier supplie Paul Bérenger de revenir au gouvernement. Après avoir étudié la situation, les parlementaires MMM votent en faveur de la rupture de la coalition avec le PSM. Troublé et visiblement opposé à cette proposition de ses parlementaires, Aneerood Jugnauth annonce le 21 octobre à la presse, et le soir à la télévision, la rupture de la coalition, votée, dit-il, «à l'unanimité».

Mais le lendemain matin, changeant d'avis, Aneerood Jugnauth, conseillé par "certaines forces occultes" demande au PSM de ne pas démissionner et au gouverneur général de ne pas les révoquer. Il menace de rappeler le pays aux urnes si le PSM doit partir. Les militants acceptent d'aller aux élections.

Entre-temps Boodhoo part pour l'étranger et Aneerood Jugnauth brandissant les privilèges que lui accorde la Constitution impose au MMM sa décision de maintenir le PSM au gouvernement et obtient que Paul Bérenger réintègre son poste pour mener d'importantes négociations avec une délégation de la BM en mission au pays.

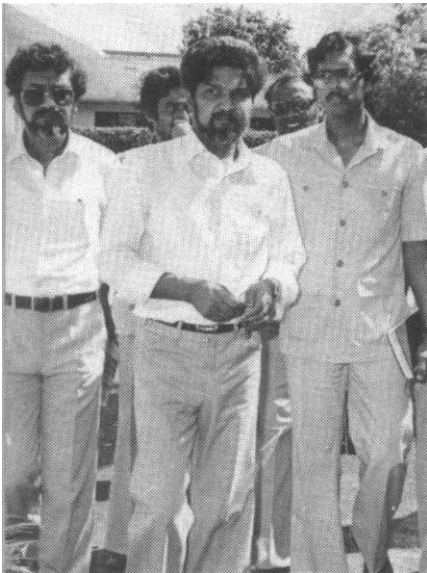
Au retour de Boodhoo de l'Inde, le PSM réitère «sa solidarité au Premier ministre» et accepte le 8 novembre de réintégrer le gouvernement.

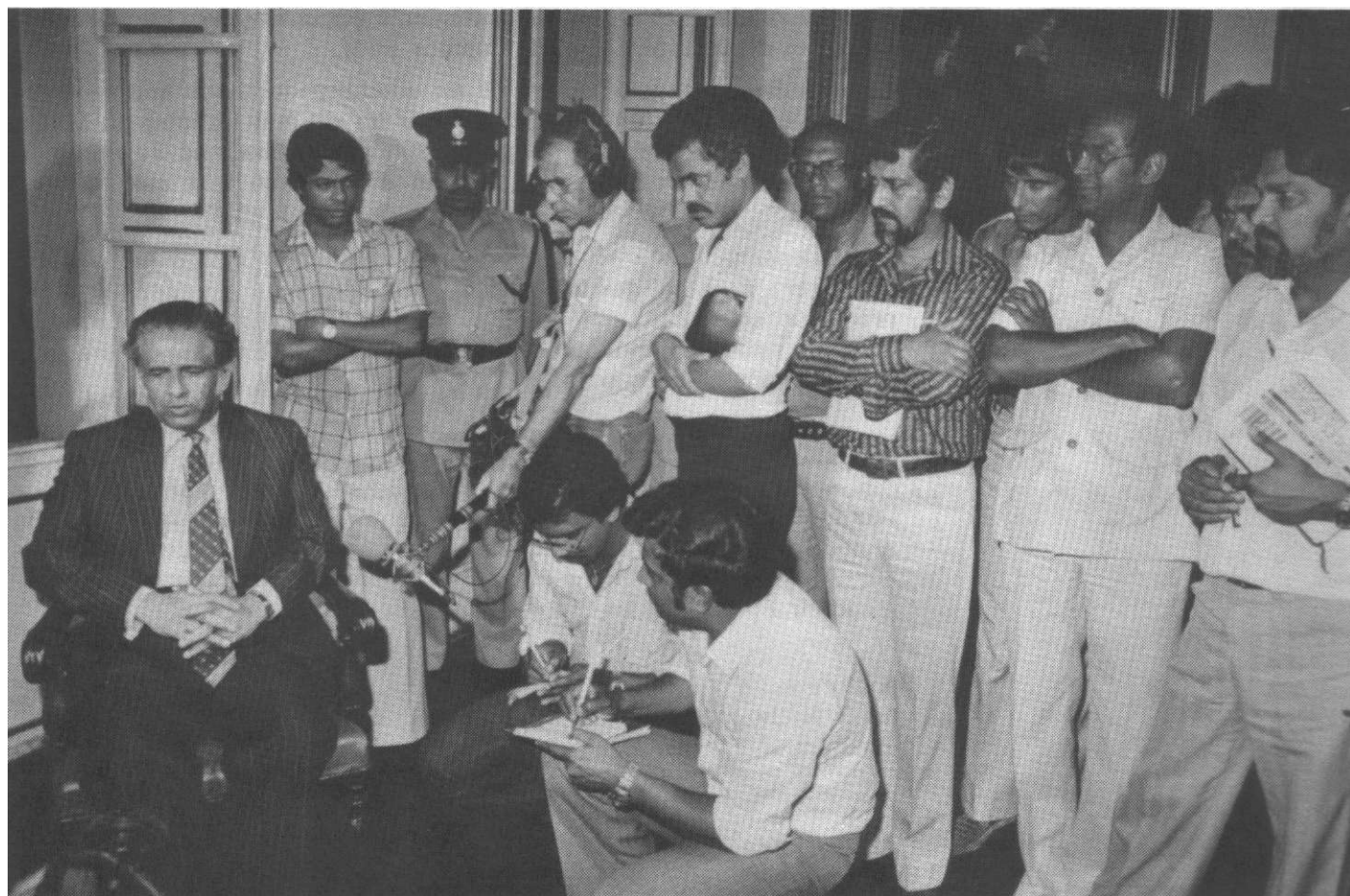
En décembre 1982, le MMM se présente seul aux élections municipales, faisant cette fois face au parti Travailleiste et au PMSD. Le PSM, dans l'ombre, apporte son soutien au PTr/PMSD. Le PSM redevient parti Travailleiste.

Si en 1977, les militants prirent contrôle de trois des cinq villes du pays, seul et contre toutes les forces réunies à l'époque, le 12 décembre 1982, à nouveau seul contre tous, les MMM prenaient cette fois-ci toutes les cinq municipalités. A Port-Louis, Beau-Bassin/Rose-Hill, Quatre-Bornes, Vacoas/Phoenix et Curepipe, le MMM, seul, remporta une victoire éclatante.

Un tel succès du seul MMM ne fit pas plaisir à Boodhoo et au PSM.

Au fil des mois, face à l'accumulation de frustration et de





A. Jugnauth annonçant la rupture avec le PSM.

mécontentement devant le comportement du PSM et devant l'attitude et le comportement d'Aneerood Jugnauth, prisonnier d'un allié rusé et flatteur, aveuglé par la haine pour Paul Bérenger celui-là même qui a contribué le plus pour faire de lui le Premier ministre du pays, mal inspiré par un faux patriote qui en voulait à la peau de Paul Bérenger, les militants en avaient assez de cette trahison. Ils ne pouvaient plus se contenir devant la trahison du PSM et du Premier ministre autour du budget, de la politique économique en général pour sortir le pays de l'ornière. Harish Boodhoo continuait à trahir ses collègues du cabinet tant à Maurice que dans les capitales étrangères, lors de sa visite en Inde et à Washington. Mais le pire était que le PSM s'activait à faire revivre le démon du communalisme.

Le 22 mars, onze ministres du gouvernement soumettaient leur démission. Ils furent suivis dans ce geste quelques jours plus tard par le ministre de l'Éducation, Ramduth Jadoo, rentré de mission au Zimbabwe.

Neuf mois après la victoire historique du 12 juin 1982, l'île Maurice fut témoin d'un autre événement tout aussi historique: la démission en bloc de 12 ministres militants.

Le régime Jugnauth se désintérait.

Le dimanche 27 mars 1983, 191 délégués du MMM se prononçaient par bulletin secret, en faveur d'une rupture avec le PSM. 4 votaient contre et 2 choisissaient de s'abstenir.

Une délégation du MMM rencontrait Jugnauth peu après et lui demandait de rompre avec le PSM et de continuer à gouverner, fort de l'appui des 42 députés MMM et de deux indépendants.

Mais Jugnauth choisissait de rompre avec le parti qui l'avait fait Premier ministre et essaya de continuer à gouverner avec l'appui des 13 autres ex-députés MMM et 16 députés PSM.

Jugnauth devait déclarer à un quotidien du matin que ce serait «**un soulagement et une libération**» pour lui s'il était expulsé du MMM. Mais en passant outre au vote de son parti, Aneerood Jugnauth de facto et de son propre gré mettait fin à 10 ans de lutte aux côtés du MMM, qui l'avait porté au pouvoir.

Cependant le MMM prit la décision de ne pas démissionner du Parlement sans que les lois sur la nationalisation de certains secteurs précis ne soient votées; il voulait surtout que son projet aboutisse: la mise sur pied de la **Cargo Handling Corporation**, l'organisme qui devait prendre en charge la gestion du port.

Rappelant le Parlement en catastrophe, le 10 juin 1983, Aneerood Jugnauth voulut tirer un capital politique en proposant l'abolition des concessions de Rs 57 millions, concessions votées à l'unanimité par l'Assemblée en juillet 1982 pour relancer la création d'emplois dans le secteur privé — mais il fut pris dans son propre piège; le régime Jugnauth fut pris à contre-pied quand le MMM proposa un amendement en faveur des petits planteurs.

Les tentatives de débaucher les députés du MMM furent nombreuses et l'appât qui consistait à brandir des portefeuilles ministériels fit succomber quelques éléments qui se sentaient mal à l'aise au sein d'un parti historique qui se battait depuis sa création en 1969.

Tous ceux qui avaient une dent contre Paul Bérenger s'empres-



Première réunion du Bureau politique chez Aneerood Jugnauth après la crise d'octobre.



22 mars — la rupture définitive. Meeting d'explication à Rose-Hill.



saient de se rallier autour d'un projet formulé par Ramgoolam le 12 maïs à Triolet : former une alliance anti-Bérenger et détruire l'image même du fondateur du MMM.

Le 16 mai, Jugnauth créa son propre parti, le MSM avec les éléments du PSM, qui s'était entre-temps sabordé. Jugnauth devenait de plus en plus l'otage de Boodhoo.

Le Premier ministre porté au pouvoir par les militants franchissait un nouveau pas vers la trahison. L'illogisme et l'irrationalité installés chez Aneerood Jugnauth le poussèrent à pactiser avec les ennemis du peuple, le PTr, le PIM et le PMSD pour s'accrocher au pouvoir.

En effet, la route qu'il emprunta à partir de 27 mars 1983 le mènera à la rencontre des Ramgoolam, des Ringadoo, des Boolell, des Mohamed et autres Duval, aidé en cela par Harish Boodhoo.

La grande alliance anti-Bérenger naissait en juin 1983, soit exactement un an après que le peuple, un certain 11 juin, eut chassé les mêmes fossoyeurs de la nation. Le but de Boodhoo était atteint.

Le Parlement issu des élections du 11 juin 1982 qui s'était réuni pour la première fois le 25 juin 1982 était dissous le 17 juin 1983 — presque un an après.

CHAPITRE X

La compétence au pouvoir

LA première session de la cinquième Assemblée Législative commença ses travaux le 26 juin 1982.

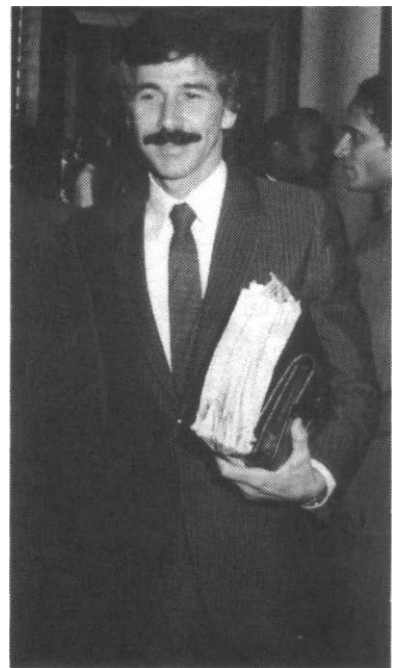
Les candidats MMM et PSM ayant remporté tous les sièges aux élections générales du 11 juin 1982, et les deux députés de l'Organisation du Peuple Rodriguais, Serge Clair et France Félicité s'étant joints au gouvernement MMM/PSM, l'Opposition était quasiment inexistante au Parlement avant la nomination de quatre candidats battus aux sièges de "Best losers" : deux du PMSD et deux du PTr.

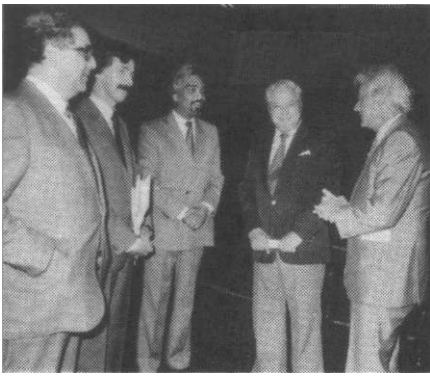
Instance suprême du pays, le Parlement devait ainsi offrir, à plusieurs points de vue, une image exceptionnelle depuis ce 25 juin 1982, avec un gouvernement disposant d'une majorité de plus de trois quarts des sièges (soit 62 sièges sur 66) et pouvant de ce fait modifier de fond en comble les lois du pays, face à une opposition largement symbolique. Au lendemain des élections du 11 juin 1982, l'île Maurice, étouffée, cloisonnée, retrouvait sa dignité, sa fierté, sa générosité, son dynamisme. Un pays longtemps marqué, se remit en marche de même que renaissait un peuple prêt à consentir aux sacrifices les plus durs pour mettre en pratique les idéaux que le MMM avait réussi à lui insuffler.

Les nouveaux dirigeants du pays se mirent à la tâche. Leur acharnement au travail et leur dévouement étaient à la mesure des problèmes aigus auxquels faisait face le pays. La rigueur économique et l'austérité devaient être de mise, après tant d'années de gaspillage, afin que le pays puisse sortir de l'ornière.

Paul Bérenger, le ministre des Finances désigné sous ce gouvernement MMM/PSM/OPR, adoptant le langage de vérité, finit par convaincre même les plus sceptiques. Petits et grands se serrèrent la ceinture afin de travailler pour des jours meilleurs. L'élan patriotique contagieux réunit amis et adversaires d'hier — les militants dans toute leur générosité avaient tendu la main à ces derniers — autour d'un même projet: celui de remettre le pays sur les rails en vue de la construction d'un socialisme à visage mauricien.

Le peuple avait tout de suite compris que les sacrifices consentis par les militants qui ont connu ce que renferme ce mot «sacrifice», qui





l'ont «vécu» et subi depuis 1969, au sein de leurs syndicats, au travail, dans l'Opposition au Parlement, ces sacrifices allaient porter leurs fruits. La vision d'une île Maurice meilleure, prospère, était réelle après et malgré des années de gabegies du ramgoolamisme.

Le peuple avait une confiance totale en ses dirigeants et surtout en celui qui s'acharnait à mettre en avant, sur le plan économique, toute sa fougue, toute son énergie au travail pour faire oublier dévaluations, dettes publiques, chômage au pays. Paul Bérenger, puisqu'il s'agit de lui, avait la tâche la plus ingrate, détenant le portefeuille de ministre des Finances. Il n'en était nullement effrayé. Dès le mois de juin, il entame sa politique de vérité et de dialogue en rendant publics trois importants documents financiers, le dernier rapport de la Banque Mondiale, le **Stand-by Agreement** et le **Structural Adjustment Loan**. Il rend aussi public le dernier rapport de l'Audit, rapport que voulait à tout prix cacher le gouvernement Ramgoolam.

La nouvelle démarche de Paul Bérenger lui attire très vite la sympathie des syndicats. La GWF invite tous les syndicats à soutenir le gouvernement et même le **Mauritius Labour Congress** de tendance travailliste, offre un soutien critique au nouveau régime.



La première grande épreuve du gouvernement MMM/PSM/OPR, le budget 1982/83, présenté au Parlement le vendredi 30 juillet 1982 devait très vite donner une indication sur la volonté de réorientation de l'économie du nouveau gouvernement sur ses priorités mais en même temps sur l'étroitesse extrême de sa marge de manoeuvre : la situation économique du pays était demeurée préoccupante après plusieurs années de stagnation malgré le boom sucrier de 1974.

Paul Bérenger définissait en ces termes la philosophie derrière le budget et la vision du nouveau gouvernement de l'avenir économique de l'île Maurice :

«The government is deeply eonscious of the new mood of nationhood in Mauritius. In the last General Election, the electorate gave an overwhelming mandate to this Government to modernise our country, revive our enfeebled economy and develop our society with concern and justice for ail our citizens throughout the national territory of Mauritius, Rodrigues and the outer islands. Our vision is of a strong modem and independent nation, with vigilant démocratie institutions, motivated by a deep concern for social justice for every Mauritian.

«The Budget aims at rebuilding our economy, to release it from dependence on the IMF and to endow it with economic strength necessary to realise this vision.»

«In many spheres, we have swept away those vestiges of our colonial past which are no longer appropriate or relevant to our aspirations as a nation. In our approach to administration, the Government has broken decisively with the leisurely, inefficient and secretive practices of the past . Ministers are expected by their colleagues in Government to give leadership and example in the performance of their public duties. Ministers have invited everyone preparing and implementing policy. This has led to the development of a new sense of purpose and commitment in the attitude of the public service and the private sector.»

Dans un plan net et clair, le dynamique ministre des Finances mit devant lui trois objectifs: (1) contenir les dépenses publiques et le



déficit budgétaire dans les limites sévères imposées par le FMI; (2) maintenir l'essentiel du «Welfare State» mauricien en poussant encore plus à une justice sociale et (3) provoquer une relance de l'investissement afin de créer des emplois productifs dans le secteur industriel pour faire face au problème angoissant du chômage.

Pour ce faire, Paul Bérenger choisit la discipline budgétaire, l'appel à la solidarité nationale et une série de mesures incitatives pour le développement.

Le nouveau ministre des Finances devait rappeler le très lourd héritage légué par le gouvernement Ramgoolam, la pire situation économique imaginable.

Les finances publiques mauriciennes avaient atteint un tel niveau de ruine qu'en toute évidence, il n'existait plus que peu de place pour la stimulation de l'économie par des mesures budgétaires. Le pays était désormais dans une situation telle qu'il n'était plus question d'attendre pour procéder à des rajustements: l'économie stagnante, le chômage massif, le lourd déficit des finances publiques et la balance des paiements dangereusement vulnérable.

Le pays, par dessus le marché, était devenu une "colonie du **«Fonds Monétaire International»**.

Paul Bérenger fit état des contraintes du FMI et de l'engagement pris envers cet organisme par le ministre des Finances du gouvernement Ramgoolam, sir Veerasamy Ringadoo, et insista sur le fait que l'île Maurice, prisonnière, n'avait d'autre choix que de suivre les directives du FMI, aussi sévères fussent-elles car le pays avait besoin de toute l'aide possible à la balance des paiements. Le FMI ne donnait plus son aval à l'île Maurice pour de nouveaux emprunts sans qu'il n'y eût de rajustements pénibles.

Cependant, en dépit des contraintes imposées par le FMI, Paul Bérenger fit tout ce qui était possible pour protéger les couches les plus défavorisées de la nation contre les effets des mesures budgétaires prises dans le but d'augmenter les revenus de l'État.

Les bénéficiaires des diverses pensions de l'État, les veuves et les orphelins entre autres, obtinrent 12% sous forme de compensation salariale tandis que tous les autres salariés du pays bénéficièrent d'une compensation de 8%. Un boni de fin d'année équivalent à une semaine de salaire fut accordé à tous les travailleurs. Le ministre des Finances, passait déjà outre aux exigences du FMI sur ce dernier point car cet organisme était contre le fait que l'on octroyât un boni de fin d'année à la population. Par ailleurs, un allègement de l'ordre de 6.5% en moyenne de l'impôt sur le revenu était prévu pour les contribuables.

Comme pour montrer la nécessité pour tous les Mauriciens, indistinctement, d'être solidaires en cette période difficile, le nouveau gouvernement du pays devait donner l'exemple: tous les parlementaires avaient refusé la compensation salariale et les ministres avaient aussi accepté que leurs salaires soient réduits de 5%. Les privilèges «hors-tax» pour les ministres, furent abolis; privilèges dont avaient exagérément joui les ministres du gouvernement PTr — CAM durant des années.

Paul Bérenger avait cependant effectué un tour de force extraordinaire: il était parvenu à éviter une troisième dévaluation de notre roupie, et c'est la raison pour laquelle, à travers le pays, l'annonce



du budget fut très appréciée, sauf, bien sûr, par le Parti Travailleiste et ceux à l'intérieur du gouvernement, y compris le Premier ministre. Aneerood Jugnauth, qui étaient jaloux de son intelligence et de sa compétence. Déjà Paul Bérenger était l'homme à abattre sur le plan politique et le PSM allait s'atteler à cette tâche...

Malheureusement pour le MMM, il allait payer pour sa générosité. Il avait tendu la main aux dissidents travailleistes, ceux-là même qui avaient fondé le PSM. Aveuglé par tant de bonté, le MMM avait cru dans le langage socialisant du PSM et surtout dans celui de Boodhoo qui avait pourtant déclaré qu'il est «né travailleiste» et qu'il «mourra travailleiste».

Les militants allaient vite comprendre qu'ils s'étaient trompés sur le compte du PSM, un parti sans tradition historique et désespérément dépourvu de capacité analytique, et dirigé par un médiocre. Forts de leurs quatorze ans de lutte, de leur ascendance politique et intellectuelle, les militants avaient cru pouvoir entraîner dans leur élan patriotique, ce ramassis de petits notables plus ou moins anachroniques qu'était le Parti Socialiste Mauricien. Clairement le MMM avait surestimé la force d'attraction de son idéal de militant.

Le PSM est la négation du MMM.

Le MMM est unitaire. Le PSM est sectaire.

Depuis sa création, le MMM a lutté quotidiennement pour faire reculer le démon toujours renaissant du communalisme. Dans l'Opposition, héritier en 1969 d'un pays meurtri et blessé par les coups encore vifs de la campagne électorale de 1967, le MMM va recoller un à un les morceaux éparpillés, et mobiliser par son idéal généreux d'un socialisme démocratique, les forces vives de la nouvelle nation. Il réussira à abolir dans la lutte politique les clivages entretenus. Le MMM deviendra ainsi le premier parti national de l'île Maurice moderne.

Et le PSM, dans l'Opposition, est un instant séduit par ce bel idéal du MMM. Boodhoo un instant se fait l'apôtre du mauricianisme. Il parle comme le MMM, mais attend son heure.

Complexé maladif, refoulé politique, Boodhoo est enfin au gouvernement. Agitateur, Boodhoo va trouver là un terrain fertile pour semer les graines d'une ambition démesurée, les yeux rivés sur l'échéance électorale de 1987, la tête déjà remplie de petits tours pendables en vue de marquer des points. Ce sera là l'essentiel de son oeuvre de démolisseur embusqué.

Dès le 13 juin 1982, soit le lendemain de la victoire éclatante aux élections générales où toute une population avait rejeté un régime au passé lourd, Harish Boodhoo entame une guerre larvée, livrée au coeur des nuits sombres, au mauricianisme du MMM, au bénéfice d'intérêts sectaires.

Des membres fondateurs du PSM, ceux-là même que Boodhoo avait recherchés en juillet 1979 pour lancer son parti, mais qui refusaient de se laisser entraîner dans la perversion politique, diront que, dès la formation du gouvernement MMM/PSM/OPR, «il était devenu évident que les dirigeants du PSM agissaient sur les directives du parti Travailleiste pour semer la discorde au sein de l'équipe gouvernementale avec pour finalité l'isolement du Premier ministre Aneerood Jugnauth de son propre parti politique, le MMM».

La stratégie du PTr était résumée dans le sabotage par le PSM au niveau du travail effectué par le MMM à la MBC, dans l'industrie du transport, au sein des corps para-étatiques, et le noyautage de l'appareil d'État.

Le PSM était «**le cheval de Troie**» au sein du gouvernement issu des élections du 11 juin 1982.

L'espoir des militants s'estompe.



*LA CAMPAGNE ÉLECTORALE 83:
Foule enthousiaste, à Mahébourg,
accueillant Paul Bérenger.*



CHAPITRE XI

1983: Enfin l'espoir

LIDÉE de la lutte du M.M.M. pour l'émancipation des travailleurs de l'île Maurice avait germé, des années durant, dans la tête de ce jeune universitaire qui, venant passer des vacances au pays natal, devait choquer plus d'un.

Malgré l'accession du pays à l'indépendance, toute une population était tenue dans un état d'esclavage. La seule arme dont se servirent Paul Bérenger et ses camarades fut celle de la vérité.

Quatorze années durant, il entreprit de mettre les Mauriciens en face de leurs responsabilités, de leurs réflexions. Personne ne voulait tirer ce peuple de son esclavage intellectuel. Le Mauricien n'avait jamais eu l'occasion de réfléchir. RÉFLÉCHIR sur son devoir de se libérer. La classe politique ne pouvait se permettre de donner une telle arme à la population. Aujourd'hui, grâce au M.M.M., un peuple s'est mis debout: il a fait face à la répression. Côte à côte, sur le terrain, militants et travailleurs ont affronté les matraques et les prisons, les tapeurs et les carabines. Sans relâche, ils ont fait face. Sans courber l'échiné, ils ont mené le bon combat.

Quelle meilleure récompense le travailleur peut-il avoir que celle de constater qu'il peut tout aussi bien gérer une entreprise? Aujourd'hui, LITRA est un symbole; mais demain, combien d'autres LITRA vont germer quand ce travailleur mauricien, sous un gouvernement M.M.M., aura pris le pouvoir pour continuer sa tâche de revaloriser l'Homme mauricien?

Quelle meilleure récompense le travailleur peut-il avoir que celle de pouvoir tenir tête au "fascisme", à la dictature et aux menaces de toutes sortes, menaces venant aujourd'hui de celui-là même qu'il a créé, qu'il a porté au pouvoir: Aneerood Jugnauth?

Le travailleur libéré fait entendre haut et fort sa voix. L'homme politique ne le guide pas.

Le travailleur analyse. Il participe. Il critique. Il bâtit en somme la grande cathédrale, apportant chaque jour une nouvelle pierre pour ériger et cimenter l'unité syndicale et la nation mauricienne.

Militant, travailleur: des bâtisseurs d'une nation. Ils parlent le même langage du Mauricien blessé dans son orgueil durant des années, mais qui aujourd'hui, se tient debout et meurt debout, parce qu'il défend sa dignité de salarié.

M.M.M., syndicats: un même idéal.

Les Mauriciens mesurent avec peine le mal, la blessure profonde faite par Ramgoolam et Duval à toute une génération post-indépendante. Ils ont fait perdre 10 ans à notre pays, à une jeunesse. En 1976, le M.M.M. faisait face au P.Tr. et au P.M.S.D. dans une élection qui venait à une période anormale. L'hystérie des adversaires du M.M.M. était alors à son comble. Le M.M.M. faisait face, seul, contre tous unis dans la haine.



Le M.M.M. était à deux doigts de prendre le pouvoir. L'histoire jugera où serait l'île Maurice aujourd'hui si le M.M.M. avait pris le pouvoir dès 1976.

En 1982, la course était courue d'avance.

Le vent du changement soufflait tellement fort que la Droite hystérique fut balayée. Mais des traîtres et des opportunistes s'étaient embarqués dans le train qui amenait le M.M.M. à l'Hôtel du gouvernement.

Le M.M.M. a fait son devoir. Depuis 1969, sans relâche, véritable Sisyphe, il gravit les marches en poussant son rocher, avec calme et lucidité.

1969-1983 : Avec une vision globale, du sérieux, la recherche d'indépendance et de solidarité avec les plus faibles; de l'économie à la diplomatie, les mêmes principes guident toujours le M.M.M.

Le M.M.M. est à la conquête du pouvoir pour bâtir une nation unie.

En face du M.M.M., ce sont les adversaires de toujours, les ennemis du peuple; une nouvelle coalition qui a toujours épouventé les Mauriciens depuis 1969, celle du Parti Travailleuse et du P.M.S.D., comptant aujourd'hui le M.S.M., représenté par Jugnauth, Boodhoo, Bhayat, Michel, Virahsawmy — des gens qui, hier, utilisaient un langage socialisant, mais qui aujourd'hui sont guidés par une jalousie et une haine malades.

A la veille d'une élection cruciale, appelée le 20 juin par une proclamation du gouverneur général, le M.M.M., qui incarne l'espérance socialiste à l'île Maurice, se présente seul devant l'électorat, mais seul contre tous unis dans la même haine, seul comme aux moments les plus difficiles de notre histoire, lorsque les militants faisaient face, seuls, contre tous en 1969, 70, 71, 72. Les militants et les travailleurs ont fait face et ont survécu aux heures les plus dures. Aujourd'hui, en 1983, à nouveau, seul contre tous, c'est dans la sérénité que le M.M.M. va aux élections.

La même hargne, la même hystérie caractérisent ses adversaires. En 1969, Ramgoolam et Duval brandissaient la menace, utilisaient la force, la répression contre les militants, les travailleurs et les syndicats. Aujourd'hui, un an après que ces mêmes travailleurs eurent porté au pouvoir Aneerood Jugnauth, les Mauriciens découvrent qu'il aura suffi un an de pouvoir pour que l'esprit de haine s'empare de Jugnauth pour menacer et utiliser l'arme de la répression contre eux: «**Je ferai sévir la "Riot Unit" si les travailleurs du port se mettent en grève**» (18 juillet).

En moins de 24 heures, Jugnauth mettait sa menace fasciste à exécution. Le 19 juillet, les travailleurs de **Retreaders Ltd.** sont arrêtés par la «Riot Unit».

Il essaie de démentir qu'il ait eu sa main dans une telle répression, mais les Mauriciens ne le croient pas. Un exemple : dans un de ses communiqués, il déclare qu'il n'était pas au courant de l'action de "Riot Unit", et dans le même souffle, il ajoute qu'il avait dit de ne pas utiliser la force contre les travailleurs.

Jugnauth n'est pas à une trahison près. A la veille de son départ pour l'Inde, quand Paul Bérenger allait assumer l'intérim au poste de premier ministre, Paul Bérenger lui demanda ce qu'il allait faire si la grève de UPSEE-MAS dans l'éducation se généralisait, Aneerood Jugnauth avait répondu : «**Ava crazé si bizin, va mette l'état d'urgence**»... Il devait plus tard qualifier cette réponse de "**plaisanterie**"...

Aujourd'hui, les masques sont tombés.

Aneerood Jugnauth, ayant appris la leçon en quelques mois, fait pire que ses maîtres, Ramgoolam, Duval et Mohamed.

Aujourd'hui, à la veille de ces élections, le M.M.M. est porté par une profonde lame historique vers le pouvoir, ce pouvoir dont il a besoin pour CHANGER L'ILE MAURICE, pour changer la vie, pour préparer l'avenir des enfants de ce pays, pour faire avancer la liberté et la démocratie.

Le M.M.M. au pouvoir équippa notre pays afin d'affronter Demain la réalité d'un monde difficile, qui est devenu une jungle économique.

Pour affronter le réel, pour pouvoir changer l'île Maurice, le M.M.M., dans sa marche historique, se donne une équipe, illustration vivante du peuple mauricien, une équipe unie et homogène.

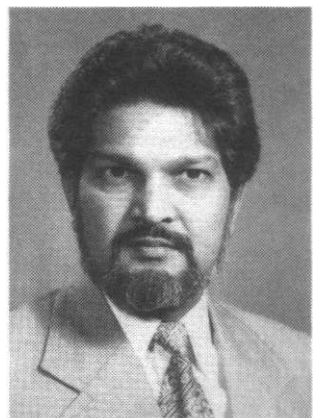
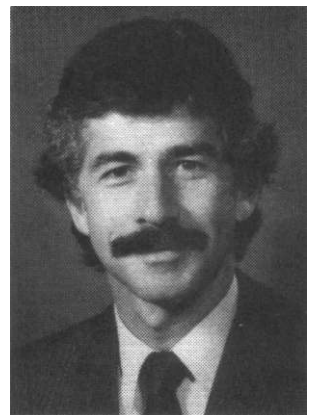
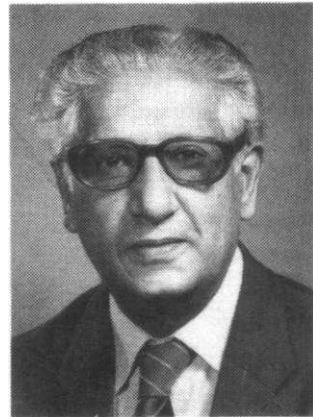
L'île Maurice, seulement alors, aura l'occasion de soigner ses blessures, de refaire son unité, unité ébranlée par ses fossoyeurs **M.S.M./PTr/P.M.S.D.**, et de se remettre au travail. Harichand Bhageerutty sera le guide de ce peuple déchiré, il sera le protecteur de la liberté et de la démocratie, et aura pour principale tâche de rassembler ce qui est éparpillé.

Syndicaliste, travailleur, laboureur, petit artisan, petit ouvrier, petit salarié, père de famille ou femme aux champs, jeune ou vieux... tous d'une même génération, tous enfants de la lutte, d'une même lutte qui aspire à l'idéal qui a guidé les militants, se laisseront **inspirer** par celui qui a vécu intensément quatorze ans de cette lutte commencée un certain août 1969.

Un homme. Un idéal. Un même combat qui dure 14 ans.

Ce jeune homme, "**enfant de mai 68**", bouleversé par l'invasion de la Tchécoslovaquie par les chars soviétiques, féru de l'idéal de Frantz Fanon. De ce mai 68 et de cette invasion de la Tchécoslovaquie qui furent le point de départ d'un nouveau socialisme dans la vie, dans la créativité, dans la spontanéité.

Le rôle de ce militant, colleur d'affiches, à la naissance du M.M.M. en 1969, sera reconnu 14 ans après. Le 29 mars 1983, Ramduth Jadoo, dira : «**Nous corrigeons une erreur commise dans le passé. Paul Bérenger a fondé le parti et a fait d'énormes sacrifices. Il y a quelques décennies, le peuple mauricien avait**



fait confiance à Anquetil et Rozemont, sans se soucier des origines de ces leaders des travailleurs. Désormais, le M.M.M. s'est donné un nouveau départ...»

Paul Bérenger remonte en première ligne. Il occupe la place pour laquelle l'histoire l'a désigné.

Un homme avec un idéal vécu dans le concret du coude à coude quotidien, avec le peuple de Maurice. Un idéal vécu dans la sueur et le sang partagés. Un homme vers qui se porte l'espoir de toute une nation

Cet homme-là, hier, n'était qu'un Mauricien. De tous les coins du pays meurtri, dans toutes les cases des villages et des villes, ce nom connu, ce nom appris, ce nom chuchoté devint l'ESPOIR incarné.

Aujourd'hui, certains veulent enfermer cet espoir dans un ghetto communal. L'île Maurice 1983 dit NON!

L'île Maurice connaît cet homme qui a toujours su s'entourer d'une équipe, réunissant les vertus des grandes nations: le travail, l'intelligence de l'esprit et du coeur, la persévérance, le sens de la justice, le courage.

Le courage de faire de leur idéal un acte de foi.

UNE PUBLICATION DU
MOUVEMENT MILITANT MAURICIEN

**Achévé d'imprimer
sur les presses de
LEMWEE GRAPHICS
AOUT 1983**

